

LA VIANDE ROUGE INACCESSIBLE

Comment faire baisser les prix ?

Lire l'article de M. Aziza page 3



FORMÉ DE «TECHNOCRATES»

L'administration de Ghaza transférée à un comité palestinien

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



UNE CAMPAGNE NATIONALE LANCÉE

L'objectif d'un million d'arbres sera «largement dépassé»

P. 3

L'humanité peut-elle réparer ce qu'elle a abîmé ?



PAR JUAN MANUEL SANTOS

Ancien président de la République de Colombie, et président de The Elders, est lauréat du prix Nobel de la paix 2016.

Ce que les Africains attendent de la COP30



PAR CARLOS LOPES

Envoyé spécial pour l'Afrique lors de la COP30, est président du conseil d'administration de l'African Climate Foundation et professeur à la Nelson Mandela School of Public Governance de l'Université du Cap.

Mesurer l'impact économique de l'IA



PAR DIANE COYLE

Professeur de politique publique à l'université de Cambridge, est l'auteur de Cogs and Monsters : What Economics Is, and What It Should Be (Princeton University Press, 2021) et The Measure of Progress

La géothermie est le meilleur choix énergétique de l'Afrique



PAR MUGWE MANGA

Conseiller principal en finance verte à la FSD Kenya, membre du conseil d'administration et cofondateur de la société d'énergie géothermique Olsuswa Energy Limited, et auteur de The Energy Future of Africa.

MONDIAUX 2025
Une deuxième médaille pour Kaylia Nemour

P. 12



Formé de «technocrates» L'administration de Ghaza transférée à un comité palestinien

Mohamed Mehdi

Samedi, 16^e jour depuis l'annonce du cessez-le-feu, dans le cadre du plan de Trump, l'entité sioniste continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh avec ses attaques et ses bombardements à Ghaza, comme elle le fait également au sud Liban. Les Etats-Unis, qui accusent le Hamas et la résistance palestinienne de « violation du cessez-le-feu », se murent dans un silence complice devant tant de preuves contre leur protégé israélien.

Hier, une source à l'hôpital al-Awda a indiqué à Al Jazeera qu'un Palestinien a été blessé par balles par l'armée israélienne dans le centre de la bande de Ghaza.

En outre, l'armée israélienne a détruit des immeubles résidentiels au sud-est de Khan Younis, dans le sud de l'enclave. Des bombardements d'artillerie israéliens ont également été signalés dans les zones orientales de Deir el-Balah. Hier, jusqu'à 15h, 6 blessés ont été enregistrés dans plusieurs régions de Ghaza. Dans son rapport statistique quotidien sur le nombre de victimes de l'agression sioniste contre Ghaza, publié hier samedi, le ministère de la Santé a fait état de 19 martyrs, dont 4 martyrs ciblés directement par les forces d'occupation et 15 corps retrouvés sous les décombres, ainsi que 2 blessés au cours des précédentes 24 heures (vendredi).

Le nombre de victimes, depuis le 7 octobre 2023, a atteint 68.519 martyrs et 170.382 blessés, ajoute la même source qui précise que 220 martyrs ont été ajoutés aux statistiques cumulatives, dont les données ont été complétées et approuvées par la commission judiciaire de suivi du dossier des signalements et des personnes disparues du 17 au 24 octobre 2025. Le ministère note également que depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 11 octobre 2025, les attaques de l'armée israélienne ont fait 93 martyrs et 324 blessés, et que les opérations de recherche, durant cette même période, ont permis de retrouver les corps de 464 martyrs sous décombres dans différentes parties de Ghaza.

Par ailleurs, sur les 195 corps remis (dans le cadre de l'échange) par l'occupation sioniste, 64 d'entre eux ont été reconnus

L'UNRWA TIRE LA SONNETTE D'ALARME FACE À L'ARRIVÉE DE L'HIVER

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens a rappelé, hier dans une publication sur la plateforme X (anciennement Twitter), que les personnes déplacées dans la bande de Ghaza ont un besoin urgent d'abris et de fournitures, à quelques semaines de l'arrivée de l'hiver. « À l'approche de l'hiver, les gens de Ghaza ont de plus en plus besoin d'un abri et de chaleur », écrit l'agence onusienne, ajoutant que « du matériel d'abri et des fournitures hivernales destinés aux familles déplacées se trouvent dans les entrepôts de l'UNRWA en Jordanie et en Égypte, (mais) dont l'entrée est interdite ».

« L'accès humanitaire de l'UNRWA doit être rétabli », affirme encore l'agence, rappelant, dans une autre

déclaration publiée le même jour sur X, l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) relatives aux obligations d'Israël en tant que puissance coloniale. « La Cour internationale de justice a déclaré très clairement que ce que font actuellement [les autorités israéliennes] est mal et va à l'encontre de toutes les obligations que les États membres sont censés respecter », affirme l'UNRWA citant une déclaration de Jonathan Fowler, le Responsable de communication de l'agence.

«GÉRER LA VIE QUOTIDIENNE ET LES SERVICES DE BASE»

Les factions palestiniennes ont annoncé, vendredi dans un communiqué, leur décision de « transférer l'administration de Ghaza à un comité palestinien temporaire de «technocrates» indépendants de l'enclave », lit-on dans leur déclaration clôturant leur réunion des 23 et 24 octobre au Caire, à l'invitation du président égyptien Abdel fattah El-Sissi.

La mission de ce comité est de « gérer la vie quotidienne et les services de base en coopération avec les partenaires arabes et les institutions internationales, dans un esprit de transparence et de responsabilité nationale » ajoute le communiqué qui annonce également qu'un « comité international » sera créé pour « superviser le financement et la mise en œuvre de la reconstruction de la bande de Ghaza, tout en mettant l'accent sur l'unité du système politique palestinien et l'indépendance des décisions nationales ». Les factions palestiniennes affirment également « poursuivre la mise en œuvre des mesures de l'accord de cessez-le-feu, notamment le retrait des forces d'occupation de la bande de Ghaza, la levée complète du blocus, l'ouverture de tous les points de passage, y compris celui de Rafah, l'entrée de toutes les fournitures humanitaires et sanitaires, et le lancement d'un processus de reconstruction global qui permettra de rétablir une vie normale dans l'enclave et de mettre fin aux souffrances de ses citoyens ». Les participants ont également décidé de « prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir la sécurité et la stabilité dans toute la bande de Ghaza », tout en « soulignant l'importance d'une résolution de l'ONU relative au projet d'une force intérimaire des Nations Unies pour surveiller le cessez-le-feu ».

La déclaration réaffirme que « la question des prisonniers palestiniens restera une priorité absolue jusqu'à leur libération » et appelle à « une réunion urgente de toutes les forces et factions palestiniennes afin de concevoir d'une stratégie nationale et mobiliser l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du peuple palestinien, afin d'inclure toutes les composantes du peuple palestinien et ses forces vives ».

Ont pris part à la réunion du Caire : les Mouvements Hamas et Jihad islamique, les Fronts populaire (FPLP) et démocratique (FDLP) de libération de la Palestine, le Courant de réforme démocratique au sein du Fatah, l'Initiative nationale palestinienne (de Mustapha Barghouti) et des Comités de résistance populaire.

ONU L'Algérie réitère son appel à la réforme du Conseil de sécurité

L'Algérie a réitéré, vendredi à New York, par la voix de son représentant permanent auprès des Nations Unies, Amar Bendjama, son appel à la réforme du Conseil de sécurité international et à la levée de l'injustice faite à l'Afrique, affirmant son attachement ferme aux principes et objectifs de la Charte onusienne ainsi que son engagement à travailler de concert avec les autres pays membres pour construire une organisation plus forte, plus juste et efficace pour les générations actuelles et futures.

Dans son allocution lors d'une séance du Conseil de sécurité organisée sous le thème: "Nations Unies: réflexions sur l'avenir", M. Bendjama a affirmé que "80 ans se sont écoulés depuis l'entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies, et il est essentiel de ne pas se concentrer uniquement sur les réalisations de l'organisation, mais aussi sur sa capacité d'adaptation avec ce paysage mondial en rapide évolution".

Il a souligné, en outre, que l'application, dans son intégralité, de la

Charte des Nations Unies qui demeure "le fondement du multilatéralisme, et la base de la paix et de la sécurité internationales, est toujours confrontée à de sérieux défis, dont des violations récurrentes de ses principes et objectifs, des approches sélectives du droit international, la politique des deux poids deux mesures et la poursuite des divisions au sein de la communauté internationale", mettant en garde contre "l'unilatéralisme et les mesures arbitraires, l'interprétation sélective des principes de cette Charte et l'imposition de la politique de deux poids deux mesures, qui sont autant de facteurs qui menacent la confiance internationale et compromettent l'efficacité des Nations Unies".

M. Bendjama a réaffirmé, dans ce sens, que l'Algérie est fermement convaincue que l'ONU doit rester une tribune mondiale inclusive, soulignant que "le renforcement du multilatéralisme implique de rétablir la confiance entre les États membres, à travers le respect de la Charte, la conformité au droit international et

l'engagement renouvelé à la responsabilité collective".

Dans cette optique, il a expliqué que "le traitement de la crise de confiance actuelle dans le système multilatéral implique des réformes urgentes et globales du Conseil de sécurité", soulignant que "l'Algérie est fermement convaincue que le Conseil doit être réformé au niveau de sa composition et de ses méthodes de travail, afin de garantir une plus grande représentativité, une plus grande transparence et une plus grande responsabilité".

Le diplomate algérien a saisi cette occasion pour réitérer l'appel de l'Algérie à "réparer l'injustice historique infligée à l'Afrique, conformément au Consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrte", soulignant que "les aspirations légitimes de l'Afrique à une pleine représentation doivent être au cœur de toute réforme, car c'est à travers un Conseil de sécurité plus démocratique, plus équitable et plus représentatif que nous pourrions renforcer sa légitimité, sa crédibilité et sa détermination commune".

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Se voir et se considérer comme opposant à la politique d'un gouvernement ou à la gouvernance d'un État est une attitude profondément démocratique, et même légitime. C'est le signe d'une conscience éveillée, d'un esprit libre qui refuse la servitude de la pensée unique. L'opposition, quand elle est sincère, n'est pas une rupture avec la patrie mais un dialogue exigeant avec elle. Elle est ce souffle moral qui empêche le pouvoir de se fossiliser, cette flamme intérieure qui éclaire les zones d'ombre du système et rappelle que la souveraineté appartient d'abord au peuple. Mais lorsque cette opposition se transforme en posture de rejet total, lorsqu'elle devient un réflexe de dénigrement contre tout ce qui émane de l'État ou du pays, alors elle s'éloigne de sa noblesse première pour devenir une forme de radicalisme. Il ne s'agit plus alors d'une quête de justice mais d'une croisade contre soi-même. Critiquer par amour est un devoir, dénigrer par ressentiment est une défaite morale. Ibn Khaldoun l'avait pressenti : quand la rancune prend le pas sur la raison, la cité chancelle. Le véritable opposant est celui qui cherche à redresser, non à démolir. L'histoire du monde regorge d'exemples d'hommes libres qui ont défié le pouvoir sans jamais renier leur peuple.

De Socrate à Mandela, de Diderot à Ben M'hidi, tous savaient que la critique doit servir la vérité, non la haine. Être opposant, c'est vouloir la réforme, non la ruine. Mais dans notre époque troublée, certains confondent la lucidité avec l'aigreur et croient que l'exil les absout de toute loyauté envers leur patrie.

Il est tragique de voir des voix naguère respectées se transformer en échos dociles d'une propagande étrangère. Ainsi, «Mohamed Sifaoui», «Kamel Daoud» ou «Boualem Sansal», chacun à sa manière, se sont faits les porte-paroles d'un regard occidental sur leur propre pays, se disant opposants tout en s'inscrivant dans une rhétorique où l'Algérie n'existe que comme repoussoir ou caricature. Leurs discours, souvent relayés depuis des terres d'accueil, ne se contentent pas de critiquer les dérives d'un régime : ils participent à une entreprise symbolique de dénigrement, où la critique nationale devient instrument d'une stratégie étrangère. C'est là que s'opère la bascule, celle où l'opposition perd sa dignité pour devenir supplétive. Ce n'est plus l'esprit critique d'un

citoyen, mais la voix d'un exilé qui s'alimente du mépris de sa propre origine. Al-Farabi distinguait dans «La Cité vertueuse» ceux qui réforment

avec sagesse et ceux qui détruisent par ressentiment : les premiers relèvent la cité, les seconds la déshonorent. Être opposant n'implique pas de se faire l'allié des forces qui méprisent ton pays, ni de trouver dans le regard étranger la seule validation de ton discours.

L'opposition authentique est celle qui reste enracinée dans la terre qu'elle critique. Car on ne répare pas un arbre depuis le désert, et on ne sauve pas une maison en criant depuis la rue de l'autre. Il faut le dire avec force : glorifier tout ce qui affaiblit son pays, acclamer ceux qui l'humilient, c'est cesser d'être opposant pour devenir complice d'une déchéance. L'esprit démocratique n'est pas un permis de trahison, mais un serment d'intégrité.

Malek Bennabi rappelait que l'homme colonisable n'est pas celui qu'on domine, mais celui qui collabore à sa propre soumission. Quand l'intellectuel s'exile du réel pour s'installer dans la détestation, il ne pense plus, il s'accuse. Devenir critique du pouvoir est un droit, mais se faire instrument de la haine de la patrie est une faute. Nelson Mandela, malgré la prison et l'humiliation, n'a jamais trahi l'idée de son pays ; il s'y est accroché comme à une prière. Là où la pensée s'arrête, la rancune commence. Et la rancune, sous les habits du discours éclairé, finit toujours par ressembler à la servitude.

La véritable opposition, celle qui élève la nation, repose sur la sincérité du cœur et la justesse du discernement. Elle sait dire non sans renier, elle sait corriger sans mépriser. Elle reconnaît la part d'ombre de son pays, mais voit aussi sa lumière. Albert Camus, lui-même fils de cette terre algérienne qu'il aimait sans l'avoir toujours comprise, disait : « Il vient toujours un temps où il faut choisir entre être un homme ou un fonctionnaire de la haine. » Être homme, c'est rester fidèle à la vérité même lorsque la colère t'appelle à la renier. La dignité d'un peuple ne réside pas dans l'absence de critique, mais dans la loyauté de ceux qui la portent. L'opposant véritable ne cherche pas la chute, il cherche la hauteur. Et celui qui, depuis d'autres cieux, crache sur sa propre terre, ne s'élève pas : il tombe, lentement, dans le vide de sa propre amertume.

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication**
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration

Rédaction

63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail : infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com

admin@lequotidien-oran.com

lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

La viande rouge inaccessible Comment faire baisser les prix ?



M. Aziza

Les prix de la viande locale de meurent toujours hors de portée pour de nombreuses familles à faible et moyen revenus. Les prix varient selon le type de viande (bovine ou ovine) et selon les régions. Dans certaines villes, notamment à Alger, le kilogramme de viande locale dépasse les 3.000 dinars chez les bouchers. La viande rouge importée d'Espagne, bien que légèrement moins chère, reste également difficilement accessible pour les petites bourses. Son prix oscille entre 2.000 et 2.300 dinars le kilogramme, selon le type de viande. Une légère baisse est toutefois observée au niveau des Hauts Plateaux et à l'intérieur du pays, mais la différence reste minime comparée aux grandes villes.

Dans une déclaration faite au « Le Quotidien d'Oran », le vice-président de la Fédération nationale des éleveurs de bétail, M. Brahim Amrani, a indiqué que les consommateurs se tournent de plus en plus vers la viande blanche, jugée plus abordable. Cependant, après une période d'ac-

calmie durant la saison estivale, les prix du poulet sont repartis à la hausse. Le kilogramme se vend actuellement entre 400 et 420 dinars.

M. Amrani se montre toutefois optimiste quant à l'avenir de la filière, précisant que le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine El-Mahdi Oualid, s'est engagé à organiser des rencontres avec les éleveurs afin d'écouter leurs préoccupations et d'identifier les obstacles qui freinent le développement du secteur. L'objectif est de trouver ensemble des solutions durables susceptibles de booster la production locale et de stabiliser les prix. Le responsable a ajouté que sa Fédération est en train de finaliser son rapport en y intégrant plusieurs propositions destinées à améliorer la situation. Elle insiste notamment sur le respect et le suivi strict de l'interdiction d'abattage des femelles reproductrices, afin de préserver le cheptel national. Par ailleurs, la Fédération plaide pour la promotion de la production locale d'aliments de bétail, à travers le soutien à la culture de fourrages.

Une campagne nationale lancée L'objectif d'un million d'arbres sera «largement dépassé»

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, accompagné du ministre de la Jeunesse chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a donné, samedi à partir de la wilaya de Tizi-Ouzou, le coup d'envoi de la campagne de plantation d'un million d'arbres. Le lancement de cette opération placée sous le slogan "Verte si Dieu le veut" et qui touchera l'ensemble des wilayas du pays, a été donné à partir de la forêt domaniale de chêne liège Oumalou dans la commune d'Ait Aggouacha, daïra de Larbaa Nath Irathen. Ce site, touché par les incendies, fera l'objet d'une opération de reboisement en chêne-liège avec la plantation de 1.360 arbustes afin de réhabiliter cette essence noble et locale.

Les deux ministres ont inauguré la campagne nationale de reboisement, qui a suscité un important engouement de la part des citoyens et des organisations de la société civile, par la plantation d'un arbuste de chêne-liège, une espèce noble et à forte valeur économique.

Dans une déclaration à la presse en marge du lancement officiel de la campagne, le ministre de l'Agriculture a exprimé sa grande satisfaction de la portée de cette campagne à laquelle participent des millions d'Algériens.

L'objectif initial d'un million d'arbres sera "largement dépassé, au vu des premiers chiffres qui nous parviennent des différentes wilayas", a

souligné le ministre, attribuant ce succès à "l'esprit de solidarité citoyenne" et au travail de l'association "Algérie Verte", présidée par Fouad Maïlla, rappelant la "grande importance" accordée par le président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, à l'opération de reboisement. De son côté, Mustapha Hidaoui a salué cette "magnifique initiative qui met en évidence les valeurs patriotiques de solidarité et d'entraide du peuple algérien".

Pour lui, "aujourd'hui, les Algériens se rassemblent pour rendre l'Algérie verte et florissante pour toujours", souhaitant que cette tradition devienne une "tradition qui sera perpétuée" pour renforcer les valeurs de la citoyenneté.

Pour sa part, le président de l'association "Algérie Verte" a insisté sur la nécessité de la pérennisation de cette tradition et a rappelé l'importance d'un arrosage régulier et une protection contre le pâturage, mission dont se chargeront notamment les organisations de la société civile.

Un million arbres dont 130.000 fruitiers, fournis par la Direction générale des forêts (DGF), seront plantés à travers l'ensemble du territoire national, en tenant compte des spécificités et des conditions climatiques de chaque région.

Cette vaste campagne de reboisement, un défi environnemental et citoyen, est initiée par le ministère de l'Agriculture en partenariat avec la contribution de la DGF, en partenariat avec l'association "Algérie Verte".

Entre janvier et août Sonatrach a réalisé 13 nouvelles découvertes

Le groupe Sonatrach a réalisé 13 nouvelles découvertes pétrolières, entre janvier et août 2025, par ses propres moyens, a indiqué, samedi à Alger, le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab.

Cette annonce a été faite au cours d'une séance d'audition devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée à l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2026, présidée par Mohamed Benhachem, président de la commission.

M. Arkab a, à cet égard, précisé que ces découvertes sont le fruit des efforts déployés par le groupe Sonatrach, à travers la réalisation de 7824 km² de levé sismique en deux dimensions (2D) et 7768 km² de levé sismi-

que en trois dimensions (3D).

Dans ce sillage, le ministre a souligné que ces découvertes réalisées durant les huit premiers mois de l'année en cours, permettront d'accroître la production primaire d'hydrocarbures de l'Algérie, par le renouvellement des réserves.

Par ailleurs, la compagnie a également réalisé, ajoute-t-il, plus de 466.156 m de forage d'exploration et de développement entre janvier et août, contre 405.273 m durant la même période de 2024, soit une hausse de 15%, outre le creusement de 142 puits contre 121 puits fin août 2024.

La production primaire d'hydrocarbures par l'Algérie devrait enregistrer, en 2026, une hausse de 2% par rapport à l'année en cours, pour atteindre environ 193 millions de tonnes équiva-

lent pétrole (TEP), a indiqué Mohamed Arkab.

"La production primaire commercialisée d'hydrocarbures devrait enregistrer, en 2026, une hausse de 2% par rapport à 2025, pour atteindre environ 193 millions de TEP, soit une augmentation d'environ 3 millions de TEP, soutenue par la hausse de l'ensemble des produits des hydrocarbures", a-t-il précisé.

Pour ce qui est des recettes de l'Etat issues des exportations d'hydrocarbures, elles ont atteint 31 milliards de dollars à fin septembre 2025, alors que les investissements injectés durant cette même période ont été estimés à "cinq (5) milliards de dollars, pour accompagner la réalisation des différentes activités du secteur des hydrocarbures et des mines", a ajouté le ministre.

Raina Raïkoum

El-Houari Dilmi

Rendez le pognon !

Des sommes d'argent astronomiques sont saisies presque chaque jour par les différents corps de sécurité. L'Algérien lambda est toujours à s'interroger d'où peut bien provenir toute cette oseille ? C'est dire si la guerre menée contre l'argent sale et autres mains baladeuses est loin d'être terminée. «Quand la corruption s'érige en norme, l'honnête homme est ridiculisé, exilé ou tué», disait, je ne sais quel bel esprit éclairé. Non, mais quelle différence y a-t-il entre un pot-de-vin, une « kahwa », un pourboire, un bakchich, un dessous-de-table, un sous le manteau, ou encore un «graissage de patte» en version soft ? Maladie «honteuse» des temps opulents, la corruption serait comme ce médecin véreux qui administre des médicaments contrefaits à des patients qui font semblant de tomber malades. Le pain ou la « kahwa », en tant que «leviers» naturels de graissage des mécanismes enrayés, sont-ils devenus le chemin le plus court vers la bourse, pour délier les cordons mal serrés et s'en servir à volonté, sans se sentir forcé de lais-

ser traîner ses mains baladeuses parmi la faune léonine des chipeurs par vocation... Première raison de vivre du bipède et autres croquemitaïnes costumés «panifiés», l'ancêtre du flouze n'a pas le même arrière-goût pour toutes les bedaines brettelées. Selon qu'on soit un «œnologue» de pain blanc ou un goûteur de pain perdu, tout le monde ne mange pas le même pain... par le même bout. Selon qu'on émarge au budget (à fonds perdus !) ou dans la gamelle sans fonds de l'infra-peuple, le pain n'a pas la même saveur pour celui qui le mange sous la lumière crue du jour, et celui qui le picore dans les nids douillets, à la nuit tombée. Qu'il soit «imbibé» de sueur trop chaude ou «relevé» à l'huile de coude, le pain n'a pas la même couleur pour celui qui le mange en roupillant, en «fourrageant» dans l'arrière-cuisine des repus, en essuyant les auges des rassasiés à vie, ou même en ouvrant simplement sa bouche béante, pointée vers le ciel, en ramassant les miettes tombées du haut du bec acéré des rapaces... à deux pieds !

Lutte contre la cybercriminalité L'Algérie signe la Convention des Nations Unies

A. Z.

Une première mondiale : La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la cybercriminalité a été signée, samedi, à Hanoi (Vietnam), par 64 Etats et organisations régionales, dont l'Algérie, représentée par le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Lounès Magramane. Il s'agit du premier instrument international dédié à la lutte contre la cybercriminalité, dans lequel l'Algérie a joué un rôle central, en présidant le comité ad hoc chargé de son élaboration et en conduisant le processus de négociation depuis mai 2021, ayant abouti à son adoption, par consensus, lors de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2024. L'événement a été ouvert par le président de la République socialiste du Vietnam, M. Luong Cuong, en présence de délégations de haut niveau et du Secrétaire général des Nations Unies, M. Antonio Guterres, qui a contribué

d'une manière laborieuse et convaincante à l'adoption de cette convention. S'adressant au Conseil de sécurité, en juin 2024, six mois avant l'adoption de la convention par 193 Etats lors de 79e Assemblée générale des Nations unies, M. Guterres avait mis en garde contre l'augmentation des activités cybernétiques malveillantes, les incidents graves de cybersécurité devenant « d'une inquiétante banalité », avait-il souligné. Révélant que le montant total des paiements effectués pour des ransomwares (un type de logiciel malveillant qui bloque l'accès aux données d'un ordinateur ou les chiffre, puis exige une rançon pour leur déverrouillage) a atteint 1,1 milliard de dollars, en 2023, il avait appelé à l'élaboration de cadres solides conformes au droit international, aux droits de l'homme et à la Charte des Nations unies, ainsi qu'à des efforts ciblés de la part de tous les Etats pour prévenir l'extension et l'escalade des conflits dans et à travers le cyberspace. « Comme le reflète la nouvelle vision de l'Etat de droit, l'Etat de droit doit exister

dans la sphère numérique comme dans le monde physique », avait-il soutenu.

La nouvelle convention contre la cybercriminalité, en mettant l'accent sur les cadres d'accès et d'échange des preuves électroniques pour faciliter les enquêtes et les poursuites, permettra d'apporter des réponses plus rapides, mieux coordonnées et plus efficaces, rendant ainsi le monde numérique et le monde physique plus sûrs. Les Etats parties bénéficieront également d'un réseau fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour stimuler la coopération internationale et permettre l'assistance aux enquêtes, aux poursuites, au recouvrement des produits du crime, à l'entraide judiciaire et à l'extradition, note le même document. La convention encourage également les Etats, conformément à la législation nationale de chaque pays, à fournir aux victimes l'aide nécessaire pour l'accès à des services de rétablissement, d'indemnisation, de restitution et de retraits de contenus illicites portant atteinte.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE RELIZANE
DIRECTION DE LA SANTE*2 EME AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES *
N° 07 /2025
NIF : 099 748019001127

La direction de la santé de la Wilaya de Relizane, lance un 2 ème Avis d'appel d'offre Ouvert avec exigence des capacités minimales pour le projet : **Réhabilitation et Aménagement des structures de la santé de la Wilaya »**

Lot n° 06 : Réhabilitation et Aménagement de la polyclinique Mendes

Les entreprises intéressées doivent télécharger le cahier des charges via le lien électronique que vous trouvez sur la page facebook officielle de la direction de la population, tout en se rapprochant auprès du bureau de la planification afin de signer et cachet sur le registre de retrait du cahier des charges.

L'offre doit comprendre séparément trois (03) plis celes et portent uniquement les mentions suivantes :

1 Dossier de candidature.

- La déclaration de candidature.

- La candidature doit être :

- N'est pas exclu ou interdit de participer aux marchés publics conformément aux dispositions des articles 75 et 89 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

- N'est pas en redressement judiciaire et que son casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire.

Le casier judiciaire concerne le soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société ;

- est en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales et envers l'organisme en charge des congés payés et du chômage intérimaires des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, le cas échéant, pour bureau d'études de droit algérien .

- est inscrit au tableau en relation avec l'objet du marché.

- a effectué le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien (attestation de dépôt des comptes sociaux);

- détient un numéro d'identification fiscale, pour les entreprises Algériennes et étranger ayant précédemment travaillé en Algérie .

- Une déclaration de probité

- Les statuts pour les sociétés

- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

- Tout document permettant d'évaluer les capacités soumissionnaires:

A/ Capacités professionnelles:

- Certificat de qualification catégorie (4 ou plus) activités principal en bâtiment Pour le lot n° 06 .

B/ Capacités techniques:

- Les soumissionnaires Ayant au moins un (01) Attestation de bonne exécution de la même Nature .

C/ Capacités financières:

- Les soumissionnaires Ayant un chiffre d'affaire moyen des 03 années (2021-2022-2023) De : 15.000.000.00 DA pour le lot N°06 .

Offre techniques

- la déclaration à souscrire (selon modèle joint en annexe) datée et signée

- Liste des moyens humains à mettre dans le cadre du présent projet avec pièces justificatives CNAS en cours de validité .

- Liste des moyens matériels à mettre dans le cadre du présent projet avec pièces justificatives (carte grise + assurance) en cours de validité

- Le présent cahier des charges ; paraphé, daté et signée.

- Le planning d'exécution (de chaque lot) .

- Mémoire technique justificatif (de chaque lot) .

- PV de visite de chantier .

- fiche descriptive technique des équipements proposés.

02/ Offre Financière : (Composée de)

- La lettre de Soumission dûment remplie (selon modèle ci-joint) signée et datée

- Un Bordereau des prix unitaires dûment, renseigné, signé et paraphé par le soumissionnaire.

- Un Devis quantitatif et estimatif dûment, renseigné, signé et paraphé par le

Soumissionnaire.

Les documents à fournir pour l'offre, sont ceux fixes dans l'article 11 du cahier des charges.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne portera que la mention suivante :

2 EME AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES
N° 07 /2025**Soumission à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres.**

Projet : Réhabilitation et Aménagement des structures de la santé de la Wilaya »

Lot n° 06 : Réhabilitation et Aménagement de la polyclinique Mendes

Les offres accompagnées des documents ci dessus citées doivent être déposées à l'adresse suivante : **Bureau de la planification DSP de la Wilaya de Relizane –Route de l'université.**

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offre ouvert sur le BOMOP et l'un des quotidiens nationaux

Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 14H :00

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour du dépôt des offres à 14 H 00 A l'adresse suivante : **siège de la DSP de la Wilaya de Relizane (séance publique).**

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 03 Mois à compter de la date limitée de réception des offres fixée ci – dessus.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531014044 Le Quotidien d'Oran 26/10/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION

DE LA WILAYA DE TIEMCEN

Adresse Place 1^{er} Mai BP :547

Tél / Fax : 043.26.32.43

NIF 424024000013139

مديرية الهندسة المعمارية والتعمير والبناء ولاية تلمسان

العنوان: ساحة أول ماي ص ب رقم 547

الهاتف/الفاكس: 043.26.32.83

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions des Articles 61 et 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics. La Direction de l'Urbanisme de l'architecture et de la Construction de la wilaya de Tlemcen Informe l'Ensemble des Soumissionnaires ayant participé à l'avis d'Appel d'Offres N° 36 /2025, il Qu'à l'issue de l'Evaluation des offres par la commission spécialisée et la présenté au service contractant a été procédé à l'Attribution provisoire comme suit :

NATURE DES TRAVAUX	ENTREPRISES	NOTE TECH	DELAI	MONTANT	CRITERE DE CHOIX
LOT N°50 : TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT DES 80 LOGTS LPL OULED MIMOUN.	DJALANE MOHAMMED REZKI	59.00	50 jours	3.466.200.00	PRE QUALIFIEE TECHNIQUEMENT ET MOINS DISANT
NIF : 190130700373121					
LOT N°51 : TRAVAUX DE VOIRIE, AMENAGEMENT EXTERIEUR, ECLAIRAGE PUBLIC ET FIBRE OPTIQUE DES 80 LOGTS LPL OULED MIMOUN.	SARL BELAKEHAL	49.33	06 MOIS	23.082.276.00	PRE QUALIFIEE TECHNIQUEMENT ET MOINS DISANT
NIF : 002231112412157					
LOT N°52: TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT, VOIRIE, AMENAGEMENT EXTERIEUR, ECLAIRAGE PUBLIC ET FIBRE OPTIQUE DES 50 LPL COMMUNE DE BAB EL ASSA.	OUKEBDANE SAMIR	56.66	06 MOIS	15.247.901.00	PRE QUALIFIEE TECHNIQUEMENT ET MOINS DISANT
NIF : 179460101791148					

NB : Tous les soumissionnaires intéressés par cet avis, sont invités à ce rapproché du service contractant au plus tard 03 (trois) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, à prendre connaissances des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières conformément aux dispositions de l'Article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015 portant la réglementation des marchés publics.

Tout Soumissionnaires qui contestent ce choix, peut introduire un recours auprès de la Commission des Marchés de la Wilaya de Tlemcen dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse Nationale ou aux BOMOP Conformément aux dispositions du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015 portant la réglementation des marchés publics.

ANEP N° 2531014042 Le Quotidien d'Oran 26/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE RELIZANE

NIE :098448015139517

DAIRA DE RELIZANE

COMMUNE DE RELIZANE

Avis D'appel D'offre National Ouvert avec exigence Des capacités minimales
Après l'annulation du procédure N° 37/2025

Conformément les Articles 39, 40, 42 et 44 articles du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Et les articles 36, 37, 38 et 39 de la loi 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, Le Président de l'assemblée populaire communale de la ville de RELIZANE, lance un appel d'offre ouvert avec exigence Des capacités minimales Après l'annulation du procédure pour réaliser les travaux suivants :

- * Etude et suivi et la réalisation des cantines scolaires

- * REALISATION DES CANTINES SCOLAIRES

lot N° 05 : Réalisation d'une cantine scolaire a école belkhir mohamed

Les opérateurs économiques qualifiés souhaitant participer doivent remplir les capacités minimales:

- Capacités professionnelles :

Dans le cas des institutions qui fournissent un gage individuellement : un certificat de qualification professionnelle et de classification dans le domaine Bâtiment, activité principale, quatrième degré (03) et supérieur.

Dans le cas d'un groupe d'établissements : Certificat de qualification professionnelle et de classement dans le domaine Bâtiment activité principale, quatrième degré (03) et supérieur.

Conformément l'articles 57 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service, Dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprise, le service contractant tien compte des capacités du groupement dans sa globalité. A ce titre, les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier de l'ensemble des capacités exigées du groupement, dans le cahier des charges .

- Capacités techniques : réalisé au moins Un (01) projets de même nature des travaux délivrée par un Service contractant

- Capacités financières : une moyenne du chiffre d'affaire des trois années (2022+2023+2024) supérieur ou égale à 5 000 000.00 DA visées par les services des impôts

Retirer le cahier des charges auprès de la commune de Relizane bureau des marchés publics ou Télécharger le cahier des charges à partir du lien électronique indiqué sur l'annonce sur la page officielle de la commune de Relizane

- * Le dossier de candidature

- la déclaration de candidature dûment renseignée, datée, cachetée et signée par le candidat - modèle ci-joint

- la déclaration de probité dûment renseignée, datée, cachetée et signée par le candidat - modèle ci-joint

- la copie des statuts de la société, si soumissionnaire personne morale (E.U.R.L, S.A.R.L, S.N.C ou S.P.A),

- Les Documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats ou des soumissionnaires, le cas échéant :

A/ Capacités professionnelles : un certificat de qualification et de classification professionnelle mentionnés ci-dessus

B/ Capacités financières : les Bilans financiers et références bancaires mentionnés ci-dessus

C/ Capacités techniques : Ressources matérielles et références professionnelles mentionnés ci-dessus

- Copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux pour la société commerciale dotée de la personnalité morale de droit algérien (SPA, SARL, EURL...) pour l'année 2024

- Dans le cas d'un groupement (solidarité ou partenariat) doit être soumis « Protocole d'accord » comme indiqué à cahier des charges

- Extrait du casier judiciaire de l'entrepreneur n° 03, datant de moins de 03 mois à compter de la date d'ouverture des plis

- * L'offre technique

- La déclaration à souscrire dûment renseignée, datée, cachetée et signée par le candidat- modèle ci-joint

- Chaque document permet d'évaluer l'offre technique

- le présent cahier des charges, avec l'ensemble de ses pages paraphées, revêtu de la signature et du cachet du Soumissionnaire porté la mention manuscrite « lu et accepté ».

- La Mémoire technique justifier renseignée, datée, cachetée et signée par le candidat - modèle ci-joint

- Les moyens Humains à mettre à la disposition du chantier dûment justifié (copies des diplômes ou attestation de successe temporary, état des mouvements de salaires ou attestation d'affiliation individuelle visé par le CNAS)

- Les moyens matériels à mettre à la disposition du chantier dûment justifiés (cartes grises+ attestations d'assurances+PV contrôle technique le matériel roulant) ou facture d'achat ou pv d'huissier pour le matériel non roulant - contrat de location notarié

- Planning d'exécution des travaux incluant toutes les phases des travaux

- Procès verbal de visite du site du projet- modèle ci-joint

- * L'offre financière

- la lettre de soumission dûment renseignée, datée, cachetée et signée par le candidat- modèle ci-joint

- le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment renseigné daté cachet et signé par le candidat

- le devis quantitatif et estimatif (DQE) dûment renseigné daté cachet et signé par le candidat

- Les offres doivent être déposées au niveau du secrétariat de la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres , chaque offre, et Inséré dans une enveloppe fermée et cachetée. Indiquant la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention " dossier de candidature "ou "technique "ou "financière " selon le cas les trois enveloppes sont mise dans une autre enveloppe anonyme et cachetée comportant la mention A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Appel D'offre Ouvert avec exigence Des capacités minimales Après l'annulation du procédure N° 37/2025

(A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres)

Opération: La durée accordé pour la préparation des offres est fixé à dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offre dans la presse

Ecrit ou électronique et/ou le bomop

- La date et l'heure limite de dépôt des offres correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 11.00H

- L'ouverture des plis technique et financiers se fera en séance publique le dernier jour de la durée accordé à 11.00H au siège de La commune.

- les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant la période de quatre vingt-dix (90) jours en plus du délai de préparation des offres, à compter de la date d'ouverture des plis.

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE COMMUNALE

ANEP N° 2531014055 Le Quotidien d'Oran 26/10/2025

Maroc

Plus d'un millier de personnes en détention après les manifestations



Plus de 1.500 personnes, dont un millier placées en détention, font l'objet de poursuites au Maroc après les manifestations du collectif GenZ 212 pour exiger de meilleurs services publics d'éducation et santé, a indiqué une ONG locale vendredi, réclamant «la libération de tous les détenus» arrêtés pendant les rassemblements.

Sur ce total, 240 personnes ont déjà été condamnées par un tribunal d'Agadir (sud) dont 39 à des peines comprises entre six et quinze ans de prison, a précisé à la presse Souad Brahma, présidente de l'Association marocaine des droits humains (AMDH). Des centaines d'autres ont écopé de trois mois à un an de prison dans d'autres tribunaux, selon cette avocate.

Les chefs d'accusation vont de l'«organisation de manifestations non autorisées» à «l'usage d'armes blanches» en passant par la «dégra-

dation de biens» ou «outrage et violence envers des forces de l'ordre», a ajouté Me Brahma, appelant à «garantir à l'ensemble des poursuivis des procès équitables».

L'avocate a appelé «à l'ouverture d'enquêtes impartiales sur les violations (des droits, ndlr) qui ont eu lieu durant les manifestations».

L'AMDH a précisé que son bilan ne fait pas de distinction entre manifestants et personnes impliquées dans des violences.

A partir du 27 septembre, le collectif GenZ 212 a organisé des rassemblements pacifiques à travers le pays pour exiger des réformes dans les secteurs de la santé et de l'éducation, la «fin de la corruption» et le limogeage du gouvernement.

Les premiers jours où les manifestations étaient interdites, la police a procédé à des centaines d'interpellations.

En marge du mouvement, deux

soirées ont été marquées par des actes de vandalisme et des heurts qui ont fait trois morts près d'Agadir (sud) dont un étudiant en cinéma venu, selon ses proches, documenter la protestation.

Le collectif a appelé à de nouvelles manifestations «pacifiques» samedi et dimanche.

Quasi quotidiens pendant deux semaines, les rassemblements se sont raréfiés, mobilisant de moins en moins de jeunes, notamment après un discours du roi le 10 octobre qui a exigé une accélération des réformes sociales et l'annonce la semaine passée par le gouvernement d'un «effort budgétaire» pour 2026 de 13 milliards d'euros pour la santé et de l'éducation.

Au Maroc, les inégalités sociales demeurent un défi majeur. Le pays est marqué par de fortes disparités régionales et un écart persistant entre les secteurs public et privé.

Contre la cybercriminalité

Plus de 60 pays ont signé le traité de l'ONU

Plus de 60 pays ont signé samedi à Hanoï le premier traité des Nations Unies visant la cybercriminalité malgré l'opposition d'un groupe improbable d'entreprises technologiques et d'organisations de défense des droits s'inquiétant d'une surveillance étatique accrue.

Ce nouveau cadre juridique international vise à renforcer la coopération internationale pour lutter contre la cybercriminalité, allant de la pédopornographie aux arnaques et au blanchiment d'argent.

Il entrera en vigueur une fois ratifiée par chacun des Etats signataires. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est félicité de cette «étape importante», ajoutant que ce n'est «que le début».

«Chaque jour, des escroqueries sophistiquées détruisent des familles, volent des migrants et siphonnent des milliards de dollars de notre économie... Nous avons besoin d'une réponse mondiale forte et connectée», a-t-il déclaré lors de la cérémonie accompagnant cette signature dans la capitale vietnamienne.

La Convention de l'ONU contre la cybercriminalité a été proposée pour la première fois par la Russie en 2017, et approuvée par consensus l'année dernière au terme de longues négociations.

Selon ses détracteurs, son champ très large pourrait mener à des abus de pouvoir et permettre la répression d'opposants à un gouvernement au-delà des frontières du pays concerné. «De multiples inquiétudes ont été exprimées durant la négociation sur le fait que cela pourrait aboutir à

contraindre les entreprises à partager des données», a indiqué Sabhanaz Rashid Diya, fondatrice du groupe de réflexion Tech Global Institute. «C'est quasiment une marque de fabrique des pratiques problématiques des pays autoritaires utilisées contre des journalistes», a-t-elle dit à l'AFP. Le Vietnam avait indiqué cette semaine qu'une soixantaine de pays avaient manifesté leur intention de signer ce premier traité.

«FAIBLES» GARDE-FOUS

«La cybercriminalité est un vrai problème mondial», a-t-elle cependant reconnu.

L'industrie de l'arnaque en ligne a explosé en Asie du Sud-Est ces dernières années, avec des milliers de personnes impliquées dans cette activité criminelle faisant des victimes dans le monde entier pour un préjudice de plusieurs milliards de dollars par an.

Pour Mme Diya, «même les Etats démocratiques ont besoin d'avoir un certain degré d'accès à des données qu'ils ne peuvent pas avoir par les mécanismes existant actuellement».

Les pays démocratiques devraient voir la convention de l'ONU comme un «document de compromis» car il contient quelques clauses de protection des droits de l'Homme, juge-t-elle.

Mais une dizaine d'ONG, notamment de défense des droits de l'Homme, ont dénoncé de «faibles» garde-fous. Le traité «crée un dispositif légal permettant de surveiller, conser-

ver et échanger de l'information» entre pays, dénoncent-elles.

Des groupes de la tech ont également exprimé leurs craintes.

La délégation aux négociations représentant plus de 160 entreprises dont Meta, Dell et le groupe indien Infosys, vont boudier la cérémonie de signature du traité, avait annoncé son chef Nick Ashton-Hart.

Les groupes de la tech ont notamment mis en garde contre une utilisation pour criminaliser les chercheurs en cybersécurité et pour «autoriser les Etats à coopérer afin de réprimer presque tous les délits qu'ils voudraient».

M. Ashton-Hart a en revanche souligné qu'un accord international déjà en vigueur, la Convention de Budapest sur la cybercriminalité, comprend des clauses respectueuses des droits de l'Homme.

Le lieu choisi pour la signature du traité de l'ONU a fait réagir en raison de la répression des dissidents par Hanoï.

«Les autorités vietnamiennes utilisent systématiquement des lois pour censurer et réduire au silence toute critique en ligne contre le gouvernement», a relevé Deborah Brown pour l'ONG Human Rights Watch.

«La Russie a mis tout son poids en faveur de ce traité et sera certainement contente de sa signature», a-t-elle dit à l'AFP.

Pourtant une part significative de la cybercriminalité mondiale vient de Russie, et il n'y a jamais eu besoin d'un traité pour lutter contre la cybercriminalité à l'intérieur de ses propres frontières», a-t-elle ajouté.

Trump, le Maghreb et l'accord des 60 jours
La diplomatie des illusions utiles

Par Laâla Bechetoula

I. LE RETOUR DU «DEAL» EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le 21 octobre 2025, depuis Washington, l'envoyé spécial de Donald Trump, Steve Witkoff, a affirmé qu'un «accord de paix entre l'Algérie et le Maroc» pourrait être signé «dans les 60 jours».

Une déclaration qui, sous des apparences conciliantes, cache une logique d'opportunisme politique et géoéconomique.

Car si la paix maghrébine est un idéal depuis soixante ans, il est difficile de croire qu'un promoteur new-yorkais, reconverti en diplomate improvisé, puisse en résoudre la complexité en deux mois.

Derrière les sourires diplomatiques et les mots creux, c'est bien la méthode Trump qui refait surface : celle d'un monde conçu comme un marché, où la paix devient un produit et le Maghreb un terrain d'investissement.

II. UN CONTEXTE LOURD ET DES FRACTURES PROFONDES

Depuis la rupture des relations diplomatiques en août 2021, les deux pays vivent une séparation totale : frontières fermées, vols suspendus, échanges commerciaux quasi nuls.

Les racines du désaccord sont anciennes :

- La guerre des Sables (1963), première fissure post-indépendance.

- La Marche verte (1975) et le dossier du Sahara occidental, toujours non résolu.

- La fermeture de la frontière terrestre (1994), jamais rouverte depuis.

Résultat : selon la Banque africaine de développement, le non-Maghreb coûte chaque année 2 % du PIB à chaque pays, et les échanges intra-maghrébins ne représentent que 3 % du commerce total de la région.

Une intégration économique minimale, un potentiel humain étouffé, et une perte géostratégique majeure dans un monde où les blocs se recomposent.

III. L'OMBRE DE TRUMP – OU LA DIPLOMATIE DE L'OCCASION

Ce «plan de paix» n'est pas le fruit d'une vision régionale, mais d'un calcul électoral. Donald Trump cherche un succès symbolique à placer dans son tableau diplomatique, à l'approche de l'élection présidentielle de 2026.

Après les «Accords d'Abraham» signés en 2020 entre Israël et plusieurs pays arabes, il veut désormais présenter un «Accord de Tanger» ou un «Pacte du Maghreb» – même si le contenu reste flou.

L'idée est claire : remobiliser son électorat, renforcer l'image d'un «négociateur mondial» et, accessoirement, reprendre pied en Afrique du Nord, où les États-Unis ont perdu du terrain face à la Chine, à la Russie et à l'Union européenne.

Ce n'est donc pas un projet de paix, mais une stratégie d'influence maquillée en diplomatie. L'Amérique ne vise pas la ré-

conciliation maghrébine : elle vise le contrôle des flux, des ressources, et des symboles.

IV. CE QUE CACHE VRAIMENT WASHINGTON

Derrière les promesses de dialogue, quatre objectifs apparaissent clairement :

1. Énergie et routes stratégiques.
2. Affaiblir la Russie et la Chine au Maghreb.
3. Créer une vitrine électorale.
4. Rassurer les partenaires européens.

En somme, ce projet est géopolitique avant d'être pacifique, stratégique avant d'être sincère.

V. LES CHANCES ET LES LIMITES DE LA MÉDIATION

Certains gestes récents - messages officiels, échanges de condoléances, déclarations modérées - laissent entrevoir une possible désescalade.

Mais la méfiance demeure totale. Un traité dicté depuis Washington, sans ancrage local, risque d'être un feu de paille.

La paix, pour être durable, doit se nourrir de confiance, non de pression.

VI. LE SAHARA OCCIDENTAL - LA LIGNE ROUGE

Aucun accord ne pourra ignorer la question centrale : le Sahara occidental.

Le Maroc y voit un territoire relevant de sa souveraineté ; l'Algérie défend le principe d'autodétermination sous l'égide des Nations unies. Depuis que Washington a reconnu en 2020 la souveraineté marocaine sur le Sahara, la méfiance algérienne envers toute médiation américaine s'est accrue.

VII. RÉSULTATS POSSIBLES : ENTRE SYMBOLIQUE ET INSTRUMENTALISATION

1. Scénario optimiste : ouverture progressive des canaux diplomatiques.
2. Scénario réaliste : annonce politique sans contenu concret.
3. Scénario pessimiste : rejet et durcissement des positions.

VIII. CE QUE POURRAIT GAGNER OU PERDRE LE MAGHREB

Si cette initiative ouvre un début de dialogue, elle pourrait être bénéfique.

Mais si elle se limite à une photo de campagne américaine, elle risque de réduire encore la voix du Maghreb à un simple décor dans la géopolitique mondiale.

IX. CONCLUSION - L'ILLUSION UTILE

Oui, cette annonce a quelque chose d'opportuniste, presque cynique.

Mais elle rappelle aussi, malgré elle, que la paix reste possible. L'illusion d'un «accord des 60 jours» vaut mieux que le silence des 60 années.

La paix ne se décrète pas à Washington.

Elle se construit entre deux rives, quand les peuples décident qu'ils ont davantage à gagner ensemble qu'à s'ignorer encore.

Technologies et composants

La nouvelle crise qui donne des sueurs froides à l'automobile européenne

Après les perturbations du commerce mondial à cause de la pandémie du Covid, les droits de douane américains et la concurrence chinoise dans l'électrique, une nouvelle crise donne des sueurs froides au secteur automobile européen. Elle porte le nom de Nexperia.



QU'EST-CE QUE NEXPERIA ?

C'est un fournisseur mondial de composants électroniques assez simples, comme les diodes, les régulateurs de tension ou les transistors. Il les produit en Europe, puis les envoie en Chine pour le conditionnement et le traitement ultérieur, avant qu'ils ne soient réexpédiés en Europe. L'entreprise, basée aux Pays-Bas, a été acquise en 2018 par la société chinoise Wingtech Technology. Mais fin septembre, invoquant des raisons de sécurité nationale, le gouvernement néerlandais a pris de facto le contrôle de Nexperia.

Pékin a alors interdit les réexportations de la Chine vers l'Europe des produits de l'entreprise.

POURQUOI LE SECTEUR AUTOMOBILE EST-IL SECOUÉ ?

Les composants de Nexperia, très utilisés dans les systèmes électroniques embarqués, représentent 49 % des composants électroniques de l'industrie automobile européenne, selon le journal économique allemand Handelsblatt.

Si le bras de fer entre les Pays-Bas et la Chine se prolonge, la production de voitures en Europe risque d'être fortement perturbée, prévenait mi-octobre l'Association des constructeurs automobiles européens (ACEA).

«Sans ces puces, les sous-traitants ne peuvent pas construire les pièces détachées et les composants qu'ils fournissent aux constructeurs automobiles, ce qui fait courir le risque d'arrêts de production»,

selon l'ACEA. Pour la seule production automobile allemande, les analystes de la Deutsche Bank estiment possible une chute de 30% dans «un scénario du pire», avec un recul plus probable de 10%.

COMMENT RÉAGISSENT ÉQUIPEMENTIERS ET CONSTRUCTEURS ?

C'est en Allemagne que se sont exprimées les inquiétudes les plus fortes.

Volkswagen, premier constructeur européen, n'est pour le moment pas affecté mais «des répercussions à court terme ne peuvent pas être exclues», a-t-il indiqué dans un communiqué vendredi. Nexperia ne livre pas directement le groupe, mais certains de ses fournisseurs utilisent des composants de l'entreprise chinoise.

Côté équipementiers, Bosch n'a «pas encore procédé à des ajustements du temps de travail sur (ses) sites allemands», «mais nous nous y préparons sur le site de Salzgitter» (centre-nord), a indiqué un porte-parole à l'AFP.

Valeo en revanche dit avoir «une visibilité sur les prochaines semaines» pour «l'ensemble des composants» nécessaires. Il précise avoir «identifié des alternatives» pour «95% des volumes» achetés chaque année à Nexperia, mais «elles ne sont pas encore validées par les clients».

OPmobility (ex-Plastic Omnium) assure «être couvert en termes de stocks pour les prochaines semaines».

De son côté, Forvia souligne avoir tiré les leçons des perturbations et pénuries précédentes, avec la «mise en place d'organisations actives de suivi, de substitution et d'homologation».

D'AUTRES FOURNISSEURS ?

Les produits de Nexperia sont présents dans beaucoup de composants automobiles, mais ils ne sont pas «uniques» en matière de technologie et sont donc «facilement substituables», selon OPmobility.

Les équipementiers doivent toutefois alors homologuer les nouvelles pièces avec le client (c'est-à-dire le constructeur) et cela prend du temps. On ne peut pas remplacer Nexperia du jour au lendemain.

Le fabricant de composants allemand Infineon a ainsi indiqué à l'AFP être «en contact étroit» avec ses clients pour «renforcer la résilience de leurs approvisionnements».

«On se met à chercher fébrilement d'autres fournisseurs, mais ceux-ci ne peuvent pas créer des capacités du jour au lendemain. Dans le pire des cas, cette situation pourrait durer 12 à 18 mois», précise à l'AFP Ferdinand Dudenhöffer, expert allemand du secteur automobile. «Il y aura toujours des crises impliquant des pénuries d'approvisionnement, que ce soit à cause des terres rares ou des puces électroniques», ajoute-t-il. «Depuis la crise du Covid, on a cependant appris à y prêter davantage attention, tant dans les directions générales que dans les services achats». «Se protéger à 100 % contre les ruptures d'approvisionnement est impossible - ou tout simplement hors de prix», conclut-il. En 2022, le plan «Chips Act» de l'Union européenne avait pour objectif de doubler sa part de marché d'ici 2030 dans le secteur stratégique des semi-conducteurs et puces afin de réduire sa dépendance envers l'Asie. «Un vœu pieux», a sobrement commenté la Cour des comptes européennes trois ans plus tard.

Chine et Etats-Unis

De nouvelles négociations commerciales

La Chine et les Etats-Unis ont entamé samedi à Kuala Lumpur de nouvelles négociations commerciales visant à trouver une issue à la guerre des droits de douane opposant les deux premières économies mondiales.

Le vice-Premier ministre chinois He Lifeng est arrivé à la tour Merdeka 118, le deuxième gratte-ciel le plus haut dans le monde, qui accueille ces pourparlers.

Le dirigeant, dont la visite est prévue jusqu'à lundi, ne s'est pas exprimé devant les journalistes.

La délégation américaine est arrivée par une entrée distincte, à l'abri des objectifs. «Les délégations chinoise et américaine se sont retrouvées samedi matin pour des discussions sur des questions économiques et commerciales», a rapporté l'agence officielle Chine nouvelle, confirmant le démarrage des

discussions. Un porte-parole du Trésor américain a également confirmé le début de ces négociations.

La Malaisie accueille le sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) à partir d'aujourd'hui à Kuala Lumpur, en présence de Donald Trump qui a quitté vendredi soir Washington.

Lors de sa visite en Asie, le président américain doit rencontrer jeudi son homologue chinois Xi Jinping, avec l'objectif de conclure un «bon» accord sur le commerce avec Pékin.

Cette entrevue est prévue en marge du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (Apec) organisé dans la ville sud-coréenne de Gyeongju à partir du 31 octobre.

Les deux plus grandes puissances économiques du monde se livrent une âpre bagarre commerciale depuis le retour de

Volte-face commerciale de Trump Des Canadiens déstabilisés

«Sérieusement qui fait ça?» : la décision abrupte de Donald Trump de rompre les négociations commerciales avec le Canada a déstabilisé des travailleurs canadiens vendredi, amplifiant leurs inquiétudes face à l'avenir.

«On ne sait tout simplement plus ce qui va arriver d'un jour à l'autre, d'une semaine à l'autre. Il y a tellement d'incertitude», se plaint John D'Agno, leader d'un syndicat de travailleurs automobiles à Windsor, en Ontario (centre).

Le Canada a été particulièrement touché par les droits de douane de Donald Trump, en raison de la forte intégration de l'industrie automobile nord-américaine et de l'importance des exportations d'aluminium et d'acier canadiens vers les Etats-Unis.

Depuis le début de la guerre commerciale, les travailleurs de l'Ontario, province centrale où se concentre la filière automobile du pays, suivent de près l'actualité, dans l'attente d'une percée dans les négociations.

La décision soudaine de Donald Trump de rompre les discussions commerciales, malgré une réunion apparemment cordiale avec son homologue canadien Mark Carney ce mois-ci, est un nouveau coup dur.

Le président américain a accusé jeudi les autorités canadiennes de déformer les propos de l'ancien président républicain Ronald Reagan pour faire campagne contre la hausse des droits de douane entre les deux pays.

«Ca l'a énervé (Trump), donc il fait une crise de colère et dit: +On ne va pas parler maintenant.+ Sérieusement, qui fait ça?» ajoute John D'Agno.

«EPUISÉS»

Avant ce dernier soubresaut, M. Carney a à de maintes reprises averti qu'un accord supprimant tous les droits de douane sur l'automobile était peu probable, vu la volonté du président américain de rapatrier la fabrication de voitures.

Mais les perspectives étaient plus prometteuses pour les métaux.

A Hamilton, la «ville de l'acier», les travailleurs ont dû faire face à des années de vache maigre, alors que le marché mondial des métaux était inondé de produits étrangers moins chers.

Une relation stable avec les Etats-Unis pourrait être bénéfique à l'avenir, mais Ron Wells, un leader syndical à Hamilton, n'y croit plus.

«On ne peut pas compter sur eux (les Etats-Unis) en tant que partenaire commercial, parce que leurs dirigeants ne prennent pas toujours des décisions rationnelles», explique-t-il.

Mark Carney, cherchant à désamorcer les tensions, s'est dit prêt vendredi à reprendre les négociations dès que «les Américains sont prêts».

Il a toutefois répété que la relation entre les deux pays avait été fondamentalement changée et qu'Ottawa devait s'ouvrir à de nouveaux partenaires, avant d'embarquer dans l'avion pour des sommets en Asie.

M. Wells soutient les propos du Premier ministre. Selon lui, «le Canada doit être indépendant des Etats-Unis en ce qui concerne le commerce».

Laura Stephenson, politologue à l'Université Western, croit que l'accès de colère de Trump laissera les Canadiens encore plus «épuisés», mais pourrait les convaincre de «se rallier davantage à ce que le Premier ministre essaie de faire».

Pour Steven Polevoy, résident de Toronto, ce dernier coup d'éclat reflète l'indifférence du président américain pour ses voisins du Nord.

«Il n'a aucune relation avec nous, il ne veut pas de relation avec nous», dit-il à l'AFP.

Donald Trump a la Maison-Blanche en janvier. Après une période de relatif apaisement, les tensions sont remontées d'un cran en octobre depuis l'annonce par la Chine d'un renforcement des contrôles sur les exportations de terres rares et les technologies nécessaires à leur raffinage.

Donald Trump a brandi en réponse la menace de 100% de droits de douane supplémentaires pour les produits chinois. Il avait néanmoins adouci par la suite son discours et les deux parties étaient convenues de nouvelles négociations.

Une série de précédents pourparlers à Genève, Londres, Stockholm et Madrid ont permis pour l'instant d'éviter aux deux puissances de mettre à exécution leurs menaces de droits de douane punitifs respectifs. Leur trêve commerciale doit expirer en l'état le 10 novembre.

Lutte contre le bâti illicite Démolition de plusieurs constructions à Mers El Kébir

J. Boukraa

Dans le cadre des efforts continus menés pour endiguer le phénomène du bâti illicite et de l’occupation illégale du domaine public, une opération de grande envergure a été menée récemment dans la commune de Mers El Kébir, relevant de la daïra d’Ain El Turck. Sous la supervision directe des autorités locales et ainsi que des services de sécurité représentés par les éléments de la Gendarmerie nationale d’Ain El Turck, sept constructions érigées sans autorisation ont été démolies. Ces bâtisses, dont certaines étaient achevées mais inoccupées et

d’autres encore en cours de réalisation, étaient situées dans le quartier de Branko. Pour assurer le bon déroulement de l’opération, d’importants moyens humains et matériels ont été mobilisés. Cette action s’inscrit dans une démarche globale visant à faire respecter la réglementation en matière d’urbanisme et à prévenir toute tentative d’appropriation illégale des terrains appartenant à l’Etat. Les autorités locales rappellent que de telles initiatives visent à restaurer l’ordre urbain, à protéger le patrimoine foncier public et à garantir un développement harmonieux du territoire communal. Les opérations de contrôle et de démolition des constructions illicites

se poursuivront dans l’ensemble de la daïra, afin d’éradiquer durablement ce phénomène qui porte atteinte à l’équilibre urbain et à la sécurité des citoyens. Pour rappel, une importante opération de démolition de constructions illicites a été menée, jeudi, dans la commune de Hassi Bounif, relevant de la daïra de Bir El Djir. Cette action, initiée sous les directives du wali d’Oran, M. Samir Chibani, a conduit à la destruction de 245 habitations érigées en dehors de tout cadre légal, réparties entre les zones de Kharouba, Emir Khaled, la ferme Boudinar, la ferme Dhaïf Abdelkader et Haï Carrière, selon un communiqué de la wilaya.

Marché de gros d’El Kerma Des espaces pour les agriculteurs pour la vente directe aux consommateurs

L’établissement public chargé de la gestion du marché de gros des fruits et légumes d’El Kerma (Oran) a mis en place 20 espaces destinés aux agriculteurs afin de leur permettre de vendre leurs produits directement aux consommateurs, a-t-on appris, mercredi; auprès de cet établissement commercial. Dans cette optique, des espaces ont été aménagés pour permettre aux agriculteurs de vendre leurs fruits et légumes directement aux consommateurs ou aux

mandataires présents sur le marché, conformément aux instructions des autorités publiques, dans le but de faciliter la commercialisation des produits agricoles, d’assurer la sécurité alimentaire et de lutter contre la spéculation, a indiqué à l’APS le chargé de l’information et de la communication de l’entreprise, Kheireddine Yasser. A la faveur de cette mesure, chaque agriculteur dispose d’un espace de 52 m², aménagé, numéroté et équipé de tous les moyens né-

cessaires (éclairage, hygiène, sécurité). Ces espaces sont supervisés par une équipe de travailleurs chargée de répondre aux préoccupations des agriculteurs au sein du marché de gros des fruits et légumes, selon la même source. Par ailleurs, l’établissement projette l’aménagement d’un nouvel espace dédié à d’autres filières agricoles, telles que celle de l’olive, dans le but de diversifier les produits proposés et de répondre aux besoins des consommateurs, a-t-on ajouté.

Journée scientifique au CHU d’Oran La biochimie au service de la lutte contre le cancer du sein

J. Boukraa

Les participants à la journée scientifique organisée jeudi au Centre hospitalo-universitaire d’Oran ont insisté sur la nécessité de renforcer la prévention et le dépistage précoce du cancer du sein, soulignant le rôle essentiel de la biochimie clinique et des biomarqueurs dans l’amélioration du diagnostic et du suivi thérapeutique. Cette rencontre, tenue à l’amphithéâtre pédagogique Mohamed Gharbi, s’inscrivait dans le cadre du programme de l’enseignement post-universitaire (EPU), sous le thème : « Le cancer du sein : des biomarqueurs aux thérapies innovantes ». L’événement a été organi-

sé par le service de biochimie du CHU d’Oran, en collaboration avec l’Université d’Oran 1. Les communications présentées ont abordé les progrès récents en matière de diagnostic et de traitement du cancer du sein, notamment l’apport des biomarqueurs et des thérapies ciblées innovantes qui contribuent à améliorer les taux de survie et la qualité de vie des patientes. À l’occasion du mois Octobre rose, les intervenants ont rappelé l’importance de la sensibilisation du grand public, de la formation continue des professionnels de santé et du travail en synergie entre les hôpitaux et les universités pour renforcer la lutte contre le cancer. En

marge de cette journée, une opération symbolique de plantation d’arbres a été organisée dans l’espace vert adjacent à l’amphithéâtre par l’Association du Cœur Ouvert pour les enfants cardiopathes. Cette action s’inscrit dans la campagne nationale de reboisement initiée par le ministère de l’Agriculture à travers tout le territoire national. À travers cette initiative scientifique et citoyenne, le CHU d’Oran réaffirme son engagement à la fois médical, académique et environnemental, contribuant activement à la promotion de la santé publique, au développement de la recherche appliquée et à la sensibilisation communautaire.

Hassi Bounif 237 kg de viande de poulet impropre à la consommation saisis

K. Assia

Une importante quantité de viandes blanches avariées soit 237 kg de poulet impropre à la consommation a été saisie vendredi par les services de la commune de Hassi Bounif en collaboration avec les éléments de la gendarmerie. Cette

opération a été effectuée à la suite d’informations parvenues au service de l’hygiène de la commune indiquant que d’importantes quantités de poulet impropre à la consommation sont stockées dans une habitation située à Haï Chahid Mahmoud. Sur ce, une équipe composée du vice-président de la commis-

sion d’hygiène et de la santé de la commune, des représentants de la santé, des élus, le vétérinaire et des gendarmes se sont déplacés sur les lieux. Une quantité de 237 kg de poulet avarié qui était destinée à la consommation humaine. L’opération s’inscrit dans le cadre des efforts visant à interdire la vente des produits périmés et des denrées à risque. Un véritable danger pour la santé du consommateur de sorte que des procédures seront prises à l’encontre du contrevenant. Les services de l’APC pour leur part comptent poursuivre ces contrôles afin d’inciter les commerçants à respecter la réglementation qui prévoit le respect de la conformité et la qualité des denrées alimentaires.

Arzew Une tentative de construction illicite avortée

K. Assia

Une tentative de construction d’une habitation illicite à Haï Mohamed Fertas au lieu-dit la Crèche dans la commune d’Arzew a été mise en échec, vendredi, par les services de cette collectivité. En effet et selon des sources communales, le contrevenant a profité du week-end pour entamer la construction sans autorisation de son habitation ce qui a contraint l’APC d’Arzew à intervenir en urgence. Une équipe composée d’agents et pilotée par le directeur du service de nettoyage et des équipements publics s’est déplacée sur les lieux. Celle-ci a procédé à la démolition de l’habitation en cours de construction et des mesures ont été prises à l’encontre du contrevenant. Dans ce registre, la commune d’Arzew par le biais de son président a tenu à réaffirmer son attachement strict à l’application des lois en vigueur et sa diligence constante pour lutter contre toutes les formes de transgression sur le domaine et les biens publics. Il y a quelques mois, une construction érigée sans permis de construire au lieu-dit Fontaine des gazelles le long du littoral arzewien a été démolie lors d’une opération pilotée par les services de la commune d’Arzew et en présence des services de la gendarmerie. Il s’agit d’une habitation en cours de construction et sans aucun permis de construire, ont indiqué

des sources responsables précisant que toutes les dispositions ont été prises pour mener à terme cette opération. Celle-ci vient s’ajouter à des actions similaires lancées où plusieurs accès fermés dans la localité côtière de Haï Akid Othmane ex-Cap Carbon, dans la commune d’Arzew ont été rouverts par la commission chargée de lutter contre les habitations illicites. Outre ces accès bloqués, il a été procédé à la démolition d’une construction illicite érigée à quelques encablures de la mer. En effet, toute construction ou aménagement entrepris récemment en violation de la loi sera démolie par les autorités locales, apprend-on. Sur ce, des instructions fermes ont été données aux maires et aux chefs de daïra de renforcer le dispositif de contrôle et surtout de procéder à la démolition de toute habitation illicite ou extension anarchique. Le mois d’août dernier, deux habitations illicites ont été démolies lors d’une vaste opération menée par la cellule de l’environnement auprès du cabinet du wali et les services de la daïra de Boutlélis, au niveau de la plage de Cap Blanc dans la commune de Ain El Kerma. Cette opération initiée conformément aux directives données par la wilaya s’est déroulée en présence des services de la direction du tourisme et aussi des éléments de la gendarmerie et a permis de mettre un terme à des actes de transgression sur le domaine public.

Pôle urbain Ahmed Zabana Lancement des travaux d’aménagement du site des 5.000 logements AADL

D. B. et APS

D’importants travaux d’aménagement ont été lancés au niveau du pôle urbain Ahmed Zabana, plus précisément au niveau du site où seront implantés quelque 5.000 logements AADL, indiquent les services de la wilaya. Selon les mêmes sources, ce programme sera réalisé sur une superficie de près de 30 hectares. Les travaux portent, notamment, sur la réalisation de routes et de voies d’accès pour faciliter l’implantation des logements, ainsi que des équipements et des infrastructures publics programmés, tels que des établissements scolaires, un centre commercial et un espace de loisirs, indiquent les services de la wilaya. Concernant l’approvisionnement en eau potable et l’assainissement, les mêmes services signalent qu’il sera procédé à la réalisation d’un réservoir d’eau d’une capacité de 5.000 mètres cubes, de deux stations de pompage, ainsi que des réseaux d’assainissement des eaux usées et pluviales. Par ailleurs le lancement du projet de réalisation de 3.150 logements de la formule location-vente (AADL 3) dans la zone de Ain El Beïda, relevant de la commune d’Es-Sénia (Oran), est prévu prochainement, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya. Selon les mêmes services, le

wali d’Oran, Samir Chibani, a effectué, à la fin de la semaine dernière, une visite sur le site réservé à ce quota de logements, s’étendant sur une superficie d’environ 13 hectares, où il s’est enquis des mesures prises avant le démarrage effectif des travaux. Deux sites ont été identifiés dans la wilaya d’Oran pour la réalisation de la première tranche du programme de l’Agence nationale d’amélioration et de développement du logement (AADL 3), qui compte plus de 8.000 unités, réparties entre la zone de Ain El Beïda (commune d’Es-Sénia) et le pôle urbain Chahid Ahmed Zabana (commune de Misserghine). Il y a lieu de signaler que la distribution de 80 logements publics locatifs (LPL) dans la commune d’El Braya est prévue dans les prochains jours, après la publication, lundi, des listes nominatives des bénéficiaires de cette tranche. Un délai de huit jours a été fixé pour le dépôt des recours, sachant que les travaux de construction et d’aménagement extérieur de ces logements sont achevés à 100%. Il est à rappeler que durant le mois de juillet dernier, à l’occasion de la fête de l’indépendance et de la jeunesse, plus de 7.400 logements, toutes formules confondues, dont ceux de type public locatif, ont été distribués à travers les différentes communes de la wilaya.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Bikil Khadidja, 91 ans, Oran
Hamoudi Nacera, 64 ans, Oran
Bourebea Mustapha, 73 ans, Oran
Belahcen Halima, 79 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

04 jomada el oula 1447

El Fedjr
05h46

Dohr
12h47

Assar
15h49

Maghreb
18h13

Icha
19h37



L'humanité peut-elle réparer ce qu'elle a abîmé ?

BOGOTA – Le premier jour de mon mandat de président de la République de Colombie, il y a un peu plus de 15 ans, je rencontrai les chefs de quatre peuples indigènes de la Sierra Nevada de Santa Marta : les Kogui, les Arhuaco, les Wiwa et les Kankuamo. Alors que nous nous tenions ensemble à l'ombre d'une magnifique chaîne de montagnes proche de la mer des Caraïbes, la sagesse qu'ils me transmirent transforma ma vision de ce que signifiaient les responsabilités pour un dirigeant, ainsi que ma perception de notre devoir collectif en tant qu'êtres humains de passage sur une planète de plus en plus meurtrie.



PAR JUAN MANUEL SANTOS

Ancien président de la République de Colombie, et président de The Elders, est lauréat du prix Nobel de la paix 2016.

On me remit ce jour-là un bâton de bois – symbole de pouvoir – pour me rappeler que je devais poursuivre deux objectifs : la paix entre nos citoyens après 50 ans de conflit, et la paix avec la nature. Ces chefs indigènes m'avertirent sur le fait que notre relation avec l'environnement naturel était abîmée, que la nature était en colère, et que nous en subirions les conséquences. Deux semaines plus tard, La Niña frappait la Colombie, provoquant des inondations dévastatrices. J'allais ainsi consacrer les deux premières années de mon mandat à soutenir les personnes impactées, ainsi qu'à préparer le pays à la prochaine catastrophe naturelle. Nous vivons aujourd'hui dans un monde menacé par de violentes tempêtes – à la fois physiques et idéologiques. Tout récemment, des inondations ont coûté la vie à au moins 1 006 personnes au Pakistan, et semble-t-il provoqué l'évacuation de 2,5 millions d'habitants du Pendjab et du Sind, régions qui avaient déjà été impactées par des inondations colossales en 2022. D'inquiétantes remises en question du multilatéralisme et des piliers institutionnels des droits de l'homme, mis en place après la Seconde Guerre mondiale, viennent aggraver la situation. Notre système de valeurs tout entier semble aujourd'hui assiégé. Comme l'a toutefois exprimé récemment l'organisation The Elders (groupe d'anciens dirigeants, que je préside actuellement), le fatalisme et le cynisme ne sont constituant jamais des solutions, aussi implacables que soient les crises que nous affrontons. C'est précisément pour des périodes comme la nôtre que le multilatéralisme a été développé – pour nous permettre de surmonter les désaccords et les catastrophes, sans exception. Deux sommets majeurs se tiendront au mois de novembre, axés sur la résolution de problèmes mondiaux : le deuxième Sommet mondial pour le développement social (dont la pre-

mière édition, il y a 30 ans, avait rassemblé un nombre sans précédent de dirigeants mondiaux, marquant un nouveau chapitre du multilatéralisme au service du développement humain) et la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP30) de Belém, au Brésil (qui se concentrera sur la crise existentielle du changement climatique).

Comme j'ai pu le constater personnellement dans l'exercice des fonctions de président de la Colombie, lorsque les catastrophes naturelles frappent, les pauvres sont systématiquement les plus durement touchés. C'est la raison pour laquelle nous avons créé diverses institutions de coordination de l'aide après les inondations de 2010. Il est aujourd'hui indispensable que tous les États tiennent compte des avertissements climatiques, et qu'ils renforcent leurs propres politiques de résilience et d'adaptation. Un récent rapport opportun des chercheurs de l'Université d'Oxford et du Programme des Nations Unies pour le développement met en lumière cette question, en révélant que près de 80 % des personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle – c'est-à-dire dont les privations se mesurent au-delà de faibles revenus – dans 108 pays en voie de développement, pour un total de 887 millions d'individus, vivent aujourd'hui dans des régions exposées à au moins un risque climatique (chaleur extrême, sécheresse, inondations ou pollution atmosphérique). Le rapport confirme également que les habitants des pays à revenu intermédiaire inférieur sont davantage confrontés à des risques climatiques cumulés que ceux des pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire supérieur. Et bien que les pays à revenu intermédiaire supérieur comptent relativement moins d'habitants pauvres, cette cohorte est toujours particulièrement exposée à la pollution de l'air et aux inondations. Ces résultats soulignent la nécessité d'une transition énergétique juste. C'est pourquoi la Colombie a mis en place en 2016 la toute première taxe carbone d'Amérique latine. Aujourd'hui, à l'approche de la COP30, l'organisation The Elders appelle les pays du G20 à employer leurs atouts financiers pour « donner un coup d'accélérateur à la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat et du Cadre mondial pour la biodiversité ». Lors de la COP29 de l'an dernier, les dirigeants mondiaux se sont engagés à fournir 300 milliards \$ de dollars pour financer ces efforts, bien que le total nécessaire avoisine plutôt 1 300 milliards \$. Compte tenu de l'ampleur de ce manque, nous saluons le récent avis consultatif de la Cour interna-

tionale de justice selon lequel les États sont légalement responsables des dommages causés au climat, en particulier par l'industrie des combustibles fossiles.

Je garde en mémoire un jour de 2011, lorsque deux responsables de mon gouvernement, Paula Caballero et Patti Londoño, sont venues me voir pour me suggérer l'idée d'inscrire la durabilité au cœur du développement. Elles ont planté ce jour-là une graine qui a fini par donner naissance aux Objectifs de développement durable de l'ONU. J'ai volontiers fourni tous les efforts pour soutenir cet agenda, et, grâce au cadre multilatéral mis en place il y a dix ans, les Nations Unies ont adopté les ODD à l'unanimité.

Je n'oublierai jamais la joie qui régnait dans la salle le jour de cette adoption. La fête est cependant finie. Si des lueurs d'espoir subsistent – cette année encore, plusieurs pays ont conclu un traité historique sur la préservation du milieu marin – la planète souffre plus que jamais. Le mois dernier, à New York, l'organisation Planetary Guardians a présenté son bilan de santé de la planète 2025, qui confirme que sept des neuf limites planétaires, dont l'acidification des océans, ont désormais été franchies. Ensemble, ces neuf limites assurent le fonctionnement global de la Terre. Elles correspondent aux processus interdépendants de maintien de la vie, qui doivent rester sous un certain seuil pour la sécurité de l'humanité et la résilience de l'environnement naturel.

Le bilan de santé de la planète faisant état d'une détérioration accélérée et d'un risque croissant de franchissement de points de basculement dangereux, il est urgent de mieux comprendre où et comment la planète et ses habitants souffrent. Cela signifie redoubler d'efforts pour soutenir les programmes interconnectés d'action climatique et de lutte contre la pauvreté. Lorsque j'ai quitté mes fonctions en 2018, j'ai de nouveau rencontré les chefs indigènes qui m'avaient confié leurs espoirs. J'ai tenté de leur rendre le bâton de bois. Or, à ma grande surprise, ils m'ont demandé de le garder, puis ont formulé un nouveau principe que la communauté internationale ferait bien de prendre en considération. Ils ont parlé du lien spirituel entre les êtres humains et la nature : rien ne peut être pris sans permission, et sans que quelque chose ne soit donné en retour. Nous brisons ce lien à nos risques et périls. De nombreuses connexions sont aujourd'hui rompues, que ce soit entre les peuples, ou entre l'humanité et la planète. Notre tâche dans les années à venir doit consister à les rétablir.

Ce que les Africains attendent de la COP30

LE CAP – La prochaine conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP30) sera la première à se dérouler en Amazonie, envoyant un message symbolique fort sur le rôle central que les économies en développement doivent jouer dans la réponse mondiale à la crise climatique. À l'heure de la fragmentation géopolitique et du manque de confiance dans le multilatéralisme, les symboles ne suffisent cependant pas. Les économies en développement doivent planifier et mener à bien la transition écologique. L'Afrique ne fait pas exception.



PAR CARLOS LOPES

Envoyé spécial pour l'Afrique lors de la COP30*

Jusqu'à présent, l'histoire de l'Afrique en matière de climat a été celle d'une victime : le continent contribue à moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais il est très vulnérable aux effets du changement climatique. Cette disparité a alimenté les appels à la « justice climatique » qui ont permis aux économies industrialisées de prendre des engagements ambitieux en matière de financement de la lutte contre le changement climatique lors des dernières conférences des parties. Comme ces promesses n'ont pas été tenues et que les besoins de l'Afrique en matière de financement de la lutte contre le changement climatique augmentent rapidement, les appels moraux ne suffisent toutefois manifestement pas. Une évolution vers un discours plus stratégique est déjà en cours. Le deuxième sommet africain sur le climat (ACS2), qui s'est tenu à Addis-Abeba le mois dernier, a positionné le continent comme un acteur uni capable d'influencer les négociations mondiales sur le climat. Il a également débouché sur plusieurs initiatives, comme le Pacte africain pour l'innovation climatique et la African Climate Facility, qui promettent de renforcer la position de l'Afrique dans les efforts déployés pour assurer un avenir durable. Au lieu de continuer à attendre l'aide, l'Afrique cherche maintenant à attirer des investissements dans sa transition écologique, non pas parce que les pays riches « doivent » quelque chose aux Africains – bien que ce soit le cas – mais plutôt parce que l'Afrique peut aider le monde à lutter contre le changement climatique. Pour réussir, il faudra cependant progresser sur quatre fronts, qui seront tous abordés lors de la COP30. Le premier est le coût du capital. En raison des biais systémiques inhérents aux méthodes de notation de crédit et aux règles prudentielles mondiales, les pays africains sont confrontés aux coûts d'emprunt les plus élevés au monde. Cela dissuade les capitaux privés, sans lesquels le financement de la lutte contre le changement climatique ne peut être déployé à grande échelle. Si les banques multilatérales de développement (BMD) peuvent contribuer à combler ce fossé, elles privilégient généralement les prêts – qui alourdissent le fardeau de la dette déjà considérable des pays africains – plutôt que les



subventions. Lors de la COP29, les économies développées ont convenu de mobiliser « au moins » 300 milliards de dollars par an pour l'action climatique des pays en développement d'ici 2035, dans le cadre d'un objectif plus large visant à ce que tous les acteurs mobilisent au moins 1 300 milliards de dollars par an. Toutefois, pour atteindre ces objectifs, une réforme systémique est indispensable. Il s'agit notamment de modifier la gouvernance des BMD, afin que les pays africains aient davantage voix au chapitre, et d'augmenter les financements sous forme de subventions. La réforme doit également inclure la reconnaissance du statut de créancier privilégié des institutions financières africaines et la mise en place d'une nouvelle architecture financière dirigée par l'Afrique qui réduise le coût du capital. Le deuxième domaine dans lequel il est essentiel de progresser est celui des marchés du carbone. Malgré son énorme potentiel en matière de solutions climatiques basées sur la nature, l'Afrique ne capte que 16 % du marché mondial des crédits carbone. En outre, les projets sont largement sous-réglés et mal évalués, avec une participation limitée des communautés. L'Afrique risque maintenant de tomber dans un piège bien connu : fournir des compensations bon marché pour les émissions d'acteurs extérieurs, tout en récoltant peu d'avantages pour sa population. Si certains pays africains élaborent leurs propres réglementations en matière de marché du carbone, un système fragmenté aura un impact limité. L'Afrique a besoin d'un marché du carbone intégré, réglementé par les Africains, afin de garantir la qualité des projets, de fixer des prix équitables et d'orienter les revenus vers les priorités locales en matière de développement, notamment la conservation, les énergies renouvelables et l'agriculture résiliente. Ce système devrait être lié à l'article 6 de l'accord de Paris sur le climat, qui vise à faciliter l'échange volontaire de crédits carbone entre les pays. Le troisième impératif pour l'Afrique à la COP30 est de redéfinir l'adaptation. Plutôt que de la traiter principalement comme un projet humanitaire, les gouvernements

doivent l'intégrer dans leurs politiques industrielles. Après tout, les investissements dans l'agriculture, les infrastructures et les systèmes d'approvisionnement en eau résilients au climat génèrent des emplois, favorisent l'innovation et stimulent l'intégration des marchés. En liant l'adaptation à l'industrialisation, l'Afrique peut poursuivre ce qu'elle a commencé lors de l'ACS2, en faisant passer le discours de la vulnérabilité à la création de valeur. L'Afrique devrait veiller à ce que cette approche soit reflétée dans les indicateurs de l'objectif mondial en matière d'adaptation, qui devraient être finalisés lors de la COP30. Les dirigeants du continent devraient également demander que le financement de l'adaptation soit intégré dans des cadres commerciaux et technologiques plus larges.

Le dernier domaine prioritaire pour l'Afrique lors de la COP30 est celui des minéraux essentiels. L'Afrique possède environ 85 % du manganèse mondial, 80 % du platine et du chrome, 47 % du cobalt, 21 % du graphite et 6 % du cuivre. En 2022, la République démocratique du Congo représentait à elle seule plus de 70 % de la production mondiale de cobalt. L'Afrique sait toutefois trop bien que la richesse en ressources naturelles ne se traduit pas nécessairement par la croissance économique et le développement. Ce n'est qu'en créant des chaînes de valeur sur le continent que l'Afrique pourra éviter la « malédiction des ressources » et faire en sorte que ses richesses minérales essentielles génèrent des emplois et des industries au niveau local. Cet impératif doit se refléter dans les discussions au sein du programme de travail de la transition juste lors de la COP30.

Ces quatre priorités sont liées par un impératif philosophique plus profond. La logique extractive du passé – dans laquelle l'industrialisation dépendait de l'exploitation et de la destruction – doit céder la place à une approche plus holistique, plus juste et plus équilibrée, qui reconnaît que les humains appartiennent à la nature, et non l'inverse. L'Afrique peut contribuer à ce changement, en commençant par la COP30.

Les obstacles au progrès sont considérables. La Chine aime vanter la solidarité Sud-Sud, mais elle ne joint pas nécessairement le geste à la parole. L'Union européenne s'efforce de concilier des priorités concurrentes et de faire face à la volatilité politique. Les États-Unis ne participeront pas du tout à la COP30, ce qui pourrait inciter d'autres pays à s'opposer à une action ambitieuse. Si le consensus s'avère insaisissable, les parties pourraient conclure des accords « mini-latéraux », qui marginalisent l'Afrique.

En matière de transition écologique, les intérêts de l'Afrique sont les intérêts de tous. Si le continent reste enfermé dans la pauvreté et la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, les températures mondiales continueront à augmenter rapidement. En revanche, si l'Afrique se donne les moyens de réaliser une industrialisation verte, le reste du monde gagnera un allié essentiel dans la lutte pour un avenir durable.

*Est président du conseil d'administration de l'African Climate Foundation et professeur à la Nelson Mandela School of Public Governance de l'Université du Cap.

Mesurer l'impact économique de l'IA

CAMBRIDGE - L'IA transforme-t-elle réellement l'économie ou la promesse d'une croissance rapide n'est-elle qu'un battage médiatique?

Les marchés boursiers américains penchent certainement en faveur de la première hypothèse : les actions des sociétés d'IA et de technologie ont représenté environ trois quarts des gains de l'indice S&P 500 cette année. Les investisseurs en capital-risque semblent tout aussi convaincus, puisqu'ils ont investi 200 milliards de dollars dans le secteur de l'IA rien qu'en 2025, selon une estimation.



PAR DIANE COYLE

Professeur de politique publique à l'université de Cambridge*

Il n'est donc pas surprenant que les analystes demandent de plus en plus si nous sommes en présence d'une nouvelle bulle technologique, rappelant le boom des dot-com des années 1990, et si, comme auparavant, elle ne risque pas d'éclater et d'entraîner les marchés boursiers dans sa chute. Pourtant, comme le souligne mon collègue de Cambridge William Janeway, même les bulles spéculatives peuvent laisser derrière elles des infrastructures et des innovations vitales qui soutiennent la croissance à long terme. Si l'IA suit ce modèle, quelle pourrait être l'ampleur de son impact ? Le boom des «dot-com» offre quelques enseignements utiles. Au cours de la seconde moitié des années 1990, les technologies numériques émergentes ont presque doublé la croissance de la productivité américaine, qui a atteint 2,5 %. Bien que les prévisions des économistes varient, certaines études suggèrent que la vague actuelle d'investissements dans l'IA pourrait donner un coup de fouet similaire à la croissance du PIB. Les plus fervents évangélistes de l'IA vont plus loin, affirmant que l'arrivée imminente de l'intelligence

artificielle générale (AGI) pourrait être totalement transformatrice. Le PDG d'Anthropic, Dario Amodei, par exemple, affirme que le potentiel de l'IA est radicalement sous-estimé et que, s'ils sont développés en toute sécurité, ces systèmes pourraient permettre des percées en biologie, en neurosciences et en développement économique, et potentiellement éradiquer les maladies, réduire la pauvreté et favoriser la coopération mondiale.

Si un tel monde d'abondance se profile à l'horizon - et même s'il ne se matérialise que dans un avenir lointain - il est crucial de suivre le déroulement de cette transformation. Mais comme je l'explique dans mon récent ouvrage *The Measure of Progress*, les mesures économiques traditionnelles peinent encore à rendre compte des effets de l'«ancienne» économie numérique, sans parler de l'économie émergente pilotée par l'IA.

La croissance du PIB en est un excellent exemple. Au mieux, c'est un indicateur tardif du changement structurel. Les historiens de l'économie ont montré que les technologies de transformation telles que la vapeur et l'électricité ont mis des décennies à être enregistrées dans les statistiques officielles et que, même lorsque leurs effets sont devenus visibles, les gains de revenus mesurés ont été étonnamment modestes. Mais il serait absurde de prétendre que ces technologies n'étaient pas transformatrices ; leur impact s'est simplement manifesté d'une manière que les mesures conventionnelles n'ont pas reflétée.

En ce qui concerne l'IA, certains des faits les plus fondamentaux sont absents ou incomplets. Par exemple, combien d'entreprises utilisent l'IA générative, et dans

quels secteurs ? À quelles fins l'utilisent-elles ? Comment les outils d'IA sont-ils appliqués dans des domaines tels que le marketing, la logistique ou le service à la clientèle ? Quelles entreprises déploient des agents d'IA et qui les utilise réellement ?

Bien que la recherche sur l'IA soit en plein essor, il est nécessaire de procéder à une collecte systématique des données. Des statistiques fiables aideraient non seulement les entreprises à évaluer la demande et les opportunités, mais permettraient également aux gouvernements d'élaborer des politiques qui favoriseraient la croissance et protégeraient les consommateurs. Des entreprises technologiques comme Anthropic et OpenAI ont commencé à reconnaître que le manque d'information actuel ne leur rend pas service, surtout si l'on considère que leurs produits reposent sur des données. Sans une compréhension plus claire de l'impact économique de l'IA, le débat public se concentrera inévitablement sur les risques et les inquiétudes, de la perspective d'une «apocalypse de l'emploi» aux effets psychologiques potentiels des chatbots de type humain. Les initiatives de l'industrie visant à combler cette lacune, bien que de portée limitée, sont essentielles.

Cela dit, d'autres indicateurs peuvent fournir des indications précieuses sur les effets transformateurs de l'IA. Dans un récent document de travail rédigé en collaboration avec John Poquiz, je soutiens que tout ensemble d'indicateurs significatif devrait inclure des intrants clés pour le développement de l'IA, en particulier la consommation d'énergie, les changements sur le marché du travail et l'utilisation des données. Une autre mesure importante est l'adop-

tion de services pilotés par l'IA, ce que l'on appelle l'IA agentique.

Les données relatives à l'utilisation du temps, à la fois à la maison et sur le lieu de travail, pourraient également s'avérer utiles, tout comme les indicateurs structurels tels que les changements dans la composition industrielle et la conception organisationnelle. De manière plus générale, un tableau plus complet des changements structurels nous aiderait à comprendre les effets économiques plus larges de l'IA, de la réaffectation sectorielle à la modification des flux de travail. Malheureusement, il existe peu de mesures de ce type à l'heure actuelle. Pour aggraver le problème, de nombreuses agences statistiques - notamment aux États-Unis - sont en plein désarroi, et la plupart des décideurs politiques restent trop prudents quant à l'utilisation de nouvelles sources de données et de nouvelles méthodologies.

Les universitaires, quant à eux, sont impatients d'améliorer la façon dont nous mesurons et comprenons l'impact économique de l'IA. Pour l'instant, cependant, nous sommes dans la même situation que les Victoriens, qui en apprenaient davantage sur la façon dont la machine à vapeur, les chemins de fer et le télégraphe transformaient leur monde dans les romans de Charles Dickens et de George Eliot que dans les statistiques officielles.

**Est l'auteur de *Cogs and Monsters : What Economics Is, and What It Should Be* (Princeton University Press, 2021) et *The Measure of Progress : Counting What Really Matters* (Princeton University Press, 2025).*

La géothermie est le meilleur choix énergétique de l'Afrique



PAR MUGWE MANGA

Conseiller principal en finance verte à la FSD Kenya, membre du conseil d'administration*

La plupart des énergies renouvelables sont inconstantes. L'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'énergie hydraulique ne peuvent être produites que dans certaines conditions météorologiques, ce qui signifie que des interruptions sont toujours possibles. En Afrique, où les opérateurs de réseaux manquent de ressources et où les infrastructures sont fragiles, de tels chocs peuvent être paralysants. L'énergie géothermique évite ces problèmes en exploitant la chaleur interne naturelle de la Terre. La vapeur emprisonnée dans les formations rocheuses du sous-sol est libérée et utilisée pour actionner des turbines afin de produire de l'électricité. La désintégration radioactive produisant une chaleur extrême constante dans ces réservoirs, l'énergie géothermique peut toujours être produite, ce qui en fait un candidat idéal pour assurer une alimentation électrique fiable.

L'énergie géothermique présente toutefois quelques inconvénients. Le forage en profondeur et l'installation de l'équipement nécessaire pour produire de l'énergie est un processus lent et coûteux, qui ne peut commencer qu'après une phase d'exploration onéreuse, impliquant des études géologiques approfondies. La production d'énergie géothermique comporte également certains risques pour l'environnement, et les réservoirs géothermiques ne se trouvent qu'à certains endroits, par exemple à proximité des limites des plaques tectoniques.

Les avantages l'emportent cependant largement sur les coûts. Une fois l'investissement initial réalisé, les centrales géothermiques fournissent de l'électricité à faible coût pendant des décennies. À une échelle suffisamment grande, la géothermie peut assurer la stabilité de la charge de base, ce qui signifie que les autres énergies renouvelables, comme l'éolien et le solaire, peuvent être exploitées au maximum de leur potentiel sans perturber le réseau. À mesure que les progrès en matière de forage directionnel, d'analyse de données et d'applications d'IA réduisent les coûts et améliorent les taux de réussite, la géothermie deviendra encore plus attrayante.

Si la géothermie n'est pas une solution partout, elle peut fonctionner pour l'Afrique, d'autant plus que les techniques de production s'améliorent. Les entreprises pétrolières et gazières, sous pression pour s'orienter vers des énergies plus propres, ap-

pliquent leur expertise aux projets géothermiques. Les systèmes géothermiques améliorés, par exemple, appliquent des techniques de forage pétrolier et gazier pour accéder à des roches plus chaudes à de plus grandes profondeurs. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que l'Afrique abrite près d'un cinquième du potentiel mondial des systèmes géothermiques améliorés, soit environ 115 térawatts. L'exploitation de ne serait-ce que 1 % de ce potentiel pourrait, d'ici à 2050, répondre à la totalité de la demande d'électricité de l'Afrique.

Le Kenya est à l'avant-garde de la production géothermique. Sa première centrale géothermique, Olkaria I, a commencé à fonctionner en 1981 et a actuellement une capacité de 45 mégawatts. La capacité géothermique installée totale du Kenya s'élève à 985 MW, ce qui place le pays au sixième rang mondial. La géothermie représente aujourd'hui 47 % de la production totale d'électricité du Kenya, ce qui en fait la plus grande source d'énergie renouvelable dans un réseau qui est vert à 93 %. L'adoption de la géothermie par le Kenya a contribué à une expansion rapide de l'accès à l'énergie. En 2013, seuls 37 % des Kényans avaient l'électricité ; aujourd'hui, cette proportion est passée à 76-80 %. Et il y a encore beaucoup de progrès à faire, car le Kenya a jusqu'à présent exploité moins d'un dixième de son potentiel géothermique. Ken-

Gen, la compagnie d'électricité soutenue par l'État, prévoit d'atteindre une capacité installée d'un gigawatt d'ici à 2026 et de placer le Kenya parmi les trois premiers producteurs géothermiques mondiaux d'ici à 2030.

Les avantages des systèmes géothermiques vont toutefois bien au-delà de la production d'électricité. Tout d'abord, les réservoirs géothermiques peuvent être utilisés pour des applications de chauffage direct dans des secteurs tels que l'horticulture, l'aquaculture et la transformation des aliments, qui nécessitent tous des sources de chaleur stables. Au Kenya, les fermes florales d'Oserian acheminent de la vapeur géothermique dans les serres, ce qui permet d'obtenir des fleurs régulières et de grande qualité. Il est essentiel de noter que ces applications ne nécessitent pas l'accès aux réservoirs géothermiques ultra-chauds situés dans les profondeurs du sous-sol ; des réservoirs à température modérée, plus abondants et accessibles, suffisent. En outre, les saumures géothermiques, un sous-produit de la production d'électricité géothermique, contiennent souvent de fortes concentrations de minéraux critiques, notamment du lithium (essentiel pour les batteries) et des éléments de terres rares (utilisés dans de nombreux appareils électroniques). En extrayant et en exportant ces minéraux de grande valeur, les pays africains pourraient tirer



un profit encore plus grand de la transition verte.

L'énergie géothermique peut également constituer un puissant moteur d'intégration économique en Afrique. D'ores et déjà, les «pools énergétiques» régionaux, qui coordonnent la production et la transmission d'électricité par-delà les frontières, jettent les bases d'une plus grande cohésion sur le marché fragmenté de l'énergie en Afrique. L'adoption d'une énergie géothermique stable et largement disponible pourrait accélérer ce processus, soutenant ainsi la vision de l'Union africaine d'un marché unique de l'électricité en Afrique. Rien de tout cela ne sera facile, notamment parce que la géothermie ne bénéficie pas d'un soutien politique fort. Alors que l'exploration et l'installation de l'énergie géothermique est un processus de longue haleine, nécessitant un financement important et tolérant au risque, les barrières et les fermes solaires attirent facilement l'argent des donateurs et les gros titres des médias, offrant le genre de victoires rapides dont les politiciens ont soif.

Si l'on adopte une vision à plus long terme, le potentiel de la géothermie est cependant indéniable. En ancrant les réseaux, la géothermie peut favoriser l'utilisation d'autres énergies renouvelables. En fournissant de la chaleur, elle peut faciliter la décarbonisation des industries, de l'agroalimentaire au textile. En produisant des minerais, elle peut élever l'Afrique dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Enfin, en soutenant les échanges transfrontaliers d'énergie, elle peut accélérer la mise en place d'un marché africain intégré de l'électricité, ce qui est essentiel pour améliorer l'accès à l'énergie, sa fiabilité et son caractère abordable sur tout le continent.

**Et cofondateur de la société d'énergie géothermique Olsuswa Energy Limited, et auteur de *The Energy Future of Africa : A Journey Through Africa's Green Revolution and How It Can Change the World* (Footprints Press Limited, 2022).*

Mostaganem Plus de 91 milliards de dinars pour de nouveaux projets



La wilaya de Mostaganem a bénéficié, au titre de l'exercice budgétaire 2025, d'une enveloppe budgétaire de 74,5 milliards de dinars pour le développement local, ont indiqué en fin de semaine les services de la wilaya.

Cette enveloppe budgétaire, issue de diverses sources de financement, a permis la réalisation de 677 opérations de développement dans plusieurs secteurs, notamment ceux liés directement à l'amélioration du cadre de vie des citoyens.

A ce propos, les 32 communes de la wilaya ont bénéficié, au titre du programme de soutien au développement social et économique, de 263 opérations de développement pour un montant global de 3,25 milliards DA. Le Fonds de so-

lidarité et de garantie des collectivités locales (FSGCL) a, de son côté, financé 64 opérations de développement d'une valeur de 2,7 milliards DA, réparties entre 41 opérations destinées aux communes et 19 autres aux directions exécutives, précise la même source.

Dans le cadre des programmes sectoriels, 157 opérations de développement ont été financées durant la même année, pour un montant total de 47,634 milliards DA, indique-t-on de même source. S'agissant du programme d'investissement public (2023-2025), la wilaya a bénéficié de 193 opérations de développement couvrant l'ensemble des secteurs, pour une enveloppe estimée à 21,13 milliards DA.

Les services de la wilaya de

Mostaganem misent sur le programme proposé pour l'exercice 2026 afin de poursuivre les efforts de développement et d'achever les projets en cours, d'autant plus qu'il prévoit 806 nouvelles opérations pour un montant dépassant 91 milliards DA. Ces projets proposés se répartissent comme suit : Programme de soutien au développement économique et social des communes : 4,5 milliards DA pour 312 opérations ; Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales : 4,3 milliards DA pour 186 opérations ; Programme d'investissement public : 308 opérations relevant de 21 secteurs, pour une enveloppe de plus de 80 milliards DA, selon la même source.

Chlef Agriculture : s'adapter aux conditions pluviométriques

Le secteur agricole de la wilaya de Chlef s'est renforcé par la réception de cinq nouveaux centres de stockage des céréales, d'une capacité de 5000 tonnes chacun, dans le cadre des préparatifs de la campagne agricole 2025/2026, selon la direction des services agricoles (DSA).

La réalisation de ces infrastructures s'inscrit dans le cadre du programme de renforcement des capacités de stockage de la wilaya, qui prévoit la réalisation de 10 centres de proximité de stockage de céréales, dont cinq ont déjà été livrés, et les cinq restants affichent un taux d'avancement de plus de 90 %, en vue de leur entrée en service dans les prochains jours, a indiqué le directeur du secteur, Mehdi Kouadria.

Durant la campagne 2024/2025, les capacités de stockage de la wilaya étaient estimées à près de

500.000 quintaux, répartis sur 14 centres implantés dans différentes communes, selon la même source.

En marge du lancement de la campagne labours-semailles, la wilaya a vu l'inauguration d'un centre de proximité de stockage intermédiaire dans la commune de Senghas, outre la tenue d'une exposition des produits des femmes rurales, à l'occasion de la Journée internationale des femmes rurales (15 octobre) et de la Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre). Pour cette nouvelle campagne agricole, la DSA de Chlef prévoit l'emblavement d'une superficie globale de 71.000 hectares (ha), dont 64.000 ha de blé dur, sous réserve de conditions climatiques favorables. En cas de déficit pluviométrique, cette superficie serait ramenée à 60.000 ha, dont 54.000 ha de blé dur. "Cette double planification vise

à adapter le programme aux conditions pluviométriques et à assurer une gestion rigoureuse des statistiques et des moyens logistiques mobilisés", a indiqué le chef du service de l'organisation de la production et du soutien technique, Mohamed Amine Mellah. Pour ce faire, il a assuré la mobilisation de 61.000 quintaux de semences de différentes variétés de céréales (blé dur, blé tendre et orge), en plus de 9.100 quintaux d'engrais profonds et d'un important parc matériel agricole comprenant 3.092 tracteurs, 213 semoirs et 8.759 charrues (machine pour labourer). Concernant le crédit "R'fig", accessible via les guichets uniques ouverts en juillet dernier à Ouled Farès et Sidi Okacha, 97 dossiers ont déjà été déposés et sont en cours d'étude, tandis que la réception des demandes se poursuit toujours, selon la même source.

Le dépistage précoce du cancer du sein en question

Abbad Miloud

La cellule de communication de la CNAS de Chlef a animé en fin de semaine un point de presse dans le cadre de la vulgarisation de l'opération d'envergure nationale du dépistage précoce du cancer du sein. L'opération a été lancée par la direction générale de la CNAS, le 21 octobre et se poursuit encore au niveau de quatre centres régionaux d'imagerie médicale, implantés dans les villes de Jijel, Constantine, Laghouat et Maghnia, ainsi que le centre de dépistage, de diagnostic et de soins d'Alger-port.

La wilaya de Chlef est rattachée à cette dernière structure, les femmes concernées sont les assurées

sociales et ayants-droit d'assurés sociaux âgées de 40 ans et plus. Celles âgées de moins de 40 ans, bénéficient également de cette opération à leur demande, et sur présentation d'une prescription médicale. Pour ce faire, des guichets spécialisés ont été mis en place au niveau de chaque agence CNAS, pour recevoir les femmes concernées munies des invitations qui leur ont été adressées, à l'effet de la prise de rendez-vous. Le dépistage au niveau des cinq structures citées est fait gratuitement.

De même les frais de transport des bénéficiaires sont remboursables par la CNAS sur présentation des pièces justificatives. Il est effectué par des médecins ayant fait l'ob-

jet d'une sélection rigoureuse, basée sur des critères de compétence et disposant d'un matériel spécialement conçu à cet effet. Il se fait dans un cadre de prévention, afin d'éliminer ou de limiter autant que possible l'exposition à ce cancer qui est le plus fréquent, et constitue la première cause de mortalité dans le monde. C'est donc une approche prometteuse pour la santé publique et la plus économiquement efficace. Lorsqu'une anomalie est décelée, la bénéficiaire aura une assistante psychologique ainsi qu'une aide à l'intégration rapide dans le circuit de soins. C'est à ce stade que le traitement est le plus efficace et que la réinsertion sociale du malade est la plus facile. ?

Béchar Vers le renforcement de la distribution de l'eau à Taghit

La commune de Taghit, située à 97 km au sud de Béchar, connaît actuellement un renforcement de ses infrastructures de stockage d'eau potable destinées à l'alimentation en eau potable (AEP) de la population, a-t-on appris, samedi, auprès de l'Assemblée populaire communale (APC).

Selon le président de l'APC, Mohamed Chkifi, les travaux de réalisation d'un château d'eau d'une capacité de 1 000 m³ sont en cours dans la localité d'El Aouina. L'ouvrage devrait être réceptionné avant la fin de l'année 2025 et sera mis en exploitation par l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE) afin de renforcer l'approvisionnement en eau potable des habitants de la commune.

Parallèlement, une autre infrastructure similaire d'une capacité de 500 m³ est en phase d'achèvement dans la localité de Brika, située à proximité du chef-lieu de la commune, dans le même objectif d'amélioration du service d'AEP.

Un troisième projet, portant sur la réalisation d'un réservoir d'eau souterrain d'une capacité de 200 m³, sera prochainement lancé dans le cadre des opérations de développement sectoriel, a encore ajouté le même responsable. La mise en service de ces différentes infrastructures permettra d'augmenter significativement les capaci-

tés de stockage de la commune, actuellement estimées à 3 500 m³, a précisé M. Chkifi.

En parallèle à ces projets du secteur de l'hydraulique, des initiatives complémentaires ont été engagées pour améliorer les conditions de vie des habitants. Ainsi, des travaux de réalisation d'une route traversant l'Erg Occidental ont ainsi été lancés. Longue de plus de 12 km, cette voie reliera la localité de Bakhti à celle de Taghit, et assurera la connexion avec la route menant à la commune d'Igli, dans la wilaya de Béni-Abbès.

L'objectif principal de cette nouvelle route est de contourner l'oued Zouzfana, dont les crues saisonnières perturbent régulièrement la circulation et les déplacements des habitants de Bakhti vers le chef-lieu de la commune, a expliqué le président de l'APC. Par ailleurs, une autre opération a permis la réalisation de travaux de voirie et de réseaux divers (VRD) dans cinq lotissements sociaux situés à Brika et Zaouia Fougania. Ces aménagements comprennent la réhabilitation de routes, de réseaux d'éclairage public et d'assainissement. Un financement global de plus d'un (1) milliard de dinars a été mobilisé pour l'ensemble de ces projets, inscrits dans le cadre des programmes de développement communal et sectoriel (PCD-PSD), a-t-il conclu.

Naâma Le centre universitaire prend du galon

Le centre universitaire "Salhi Ahmed" de Naâma a été élevé au rang d'université, selon un décret exécutif publié au Journal officiel n° 68 en date du 14 octobre courant.

Le décret exécutif n° 25-265, daté du 7 octobre 2025, annonce la création de l'Université de Naâma et fixe la liste de ses facultés et institut, qui sont les Facultés des sciences de la nature et de la vie, technologie, des sciences exactes et appliquées, Faculté de lettres et de langues, droit et sciences politiques, Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, Faculté des sciences humaines et sociales, et l'Institut d'agriculture pastorale. Le décret définit également la com-

position du conseil d'administration de l'université de Naâma, qui comprendra des représentants des ministères concernés, ainsi que la structure administrative de l'université, incluant une direction, quatre vice-rectorats chargés respectivement de la formation de premier et deuxième cycles, de la formation continue, des diplômes et de la formation de graduation, de la formation en troisième cycle, de l'habilitation universitaire, de la recherche scientifique et de la formation post-graduée, des relations extérieures, de la coopération, de l'animation, de la communication et des manifestations scientifiques, un service chargé du développement, de la prospective et de l'orientation.

Tiaret Formation pour les équipes de secours

Les Scouts musulmans algériens (SMA) lanceront des sessions de formation au profit de ses équipes de secours à travers le pays, a annoncé, vendredi à Tiaret, le commandant général adjoint de cette organisation, Ahmed Ramdani. M. Ramdani a précisé, dans une déclaration à l'APS, en marge d'une rencontre nationale des responsables des sections de wilayas des secours, solidarité et service à la communauté, que ces équipes de secours, composées de 30 scouts répartis à parts égales entre chefs et cheftaines, seront formées selon des méthodes scientifiques sur les techniques de secours et d'as-

sistance aux sinistrés en cas de catastrophes, ainsi que sur les modes de coordination avec les intervenants sur le terrain, notamment la Protection civile, les services administratifs et sécuritaires, ainsi que les bienfaiteurs. La création de ces équipes de secours au niveau des wilayas s'inscrit dans le cadre du programme des Scouts musulmans algériens du mandat actuel, visant à promouvoir les projets de service et de développement communautaire, tels que le reboisement, la solidarité durant le mois de Ramadhan, la propreté de l'environnement et la sensibilisation aux dangers des fléaux sociaux, a-t-il souligné.

Constantine

Repenser les modes d'expansion urbaine

Des spécialistes et professionnels du secteur de l'habitat et de l'urbanisme ont souligné, vendredi à Constantine, l'importance d'adopter une vision urbaine durable qui prenne en compte la qualité du cadre de vie et la préservation de l'identité architecturale des villes algériennes.

Lors d'une conférence organisée en marge de la 2e édition du Salon national de l'habitat, de l'urbanisme et du développement immobilier "Darna Expo 2025", qui s'est poursuivie samedi à la maison de la culture Malek-Haddad, les intervenants ont mis en exergue "la nécessité de repenser les modes d'expansion urbaine de manière à garantir un équilibre harmonieux entre les exigences de la croissance démographique et la préservation de l'environnement", tout en soulignant "l'importance d'améliorer la qualité des équipements publics et d'as-

surer leur répartition équilibrée à travers les différents quartiers urbains".

Dans ce contexte, plusieurs intervenants ont souligné que le développement urbain "ne se limite plus à la seule construction de logements, mais s'étend à la création d'espaces urbains confortables et intégrés, alliant dimension esthétique, efficacité économique et cohésion sociale".

Ils ont également appelé à une approche participative plus inclusive dans la planification urbaine, associant les pouvoirs publics, la société civile et le secteur privé.

Les participants ont, par ailleurs, souligné "l'importance d'intégrer les énergies renouvelables dans les nouveaux projets de construction et d'encourager le recours à des matériaux locaux respectueux de l'environnement, tout en promouvant la numérisation dans la gestion et le suivi des projets urbains, dans le but de rationaliser les dépenses et

d'améliorer la qualité des réalisations".

Pour sa part, le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, a affirmé lors de l'ouverture de ce salon que les pouvoirs publics s'emploient à "mettre en œuvre une nouvelle approche d'aménagement urbain respectueuse des spécificités locales et répondant aux besoins des citoyens", précisant que plusieurs projets sont programmés pour améliorer les réseaux de transport urbain, étendre les espaces verts et réaliser de nouvelles infrastructures de loisirs.

Le salon "Darna Expo 2025" constitue un espace d'échanges et de débats autour des défis auxquels font face les villes algériennes dans un contexte de mutations économiques et sociales, ainsi qu'une occasion de valoriser les solutions innovantes susceptibles de soutenir le développement durable et d'améliorer le cadre de vie des citoyens.

Mila

De nouvelles assiettes pour l'investissement

B. Bousselah

Une offre foncière destinée à l'investissement pour satisfaire la demande des investisseurs est en phase de maturation dans la wilaya de Mila. Dix nouvelles assiettes de différentes tailles ont

été sélectionnées dans plusieurs communes de la zone nord de la wilaya où le tissu industriel est moins étoffé, selon le chargé de gestion de la direction de l'industrie, lors de la 3ème session de l'APW. Le même responsable a ajouté que cette démarche répond aux ins-

tructions des autorités du pays visant à garantir le foncier.

Les dix assiettes en question sont situées dans les communes de Zéraïa, Ain Beïda Ahriche, Ain Tin, Tiberguent, Rouached, ahmed Rachedi, Tassadane Bouhatem et Menar Zarza.

Souk Ahras

Le stockage de céréales renforcé

La campagne des labours-semailles de la saison agricole actuelle 2025-2026, lancée dans la wilaya de Souk Ahras, cible une superficie de plus de 150.000 hectares à emblaver de diverses céréales, selon le directeur local des services agricoles (DSA).

En marge du coup d'envoi de cette campagne donné par le wali, Abdelkrim Zinaï dans une exploitation agricole à mechta Zella dans la commune de Haddada, M. Abdelhakim Aïssat a précisé que 90.000 hectares de cette surface seront consacrés au blé dur, 25.000 hectares au blé tendre, 35.000 hectares à l'orge et 500 hectares à l'avoine et au triticales.



tion des investisseurs agricoles aux tarifs fixés par le ministère de tutelle.

Pas moins de 6.400 quintaux de fertilisants dont 4.400 quintaux phosphatés et 2.000 quintaux azotés sont également mis à la disposition des céréaliculteurs pour l'actuelle campagne, selon la même source.

Le wali a fait état, à l'occasion, de l'inscription au profit de la wilaya d'un projet de 12 points de stockage dont 10 centres de stockage de proximité d'une capacité chacun de 50.000 quintaux, d'un

silo d'une capacité de 1 million quintaux dans la commune d'Oum El Adhaim et d'un silo de 100.000 quintaux dans la commune d'Oued Kebrit, reflétant, a-t-il noté, les efforts déployés pour un stockage efficace des céréales qui améliore la commercialisation et en sécurise le déroulement.

La wilaya de Souk Ahras a réalisé au terme de la précédente campagne de moisson battage une récolte estimée à plus de 1,3 million quintaux de diverses céréales, rappelle-t-on.

El-Oued

Extension de la culture de tomates

La culture de la tomate en plein champ a touché une superficie de 3.700 hectares (ha) dans la wilaya d'El Oued, pour la saison agricole 2025-2026, en hausse de 3% par rapport à la saison agricole précédente, selon la Chambre locale de l'Agriculture.

L'engouement des agriculteurs pour la culture de la tomate de plein champ, dont la campagne de semis s'est achevée à la fin du mois de septembre dernier, s'explique par les résultats "probants" réalisés la saison écoulée en matière de culture de tomate, un produit de consommation très demandée sur les marchés nationaux, a affirmé le président de la Chambre de

l'Agriculture, Djelloul Othmani. Pour l'actuelle saison, les prévisions de production tourment autour de plus de 2,6 millions de quintaux de tomates de plein champ, soit une augmentation de 5% par rapport à la saison écoulée, a-t-il ajouté.

Plusieurs communes de la wilaya se distinguent dans la production de tomate de plein champ, notamment celles de Hassi-Khelifa, Débila, El-Magrane, Trifaoui et Reguiba, qui renferment des terres à fort potentiel agricole.

Dans la wilaya d'El Oued, la saison de culture de ce type de tomate s'étend du début août à la fin de septembre, tandis que la période de récolte s'étale

de décembre à février, selon la Chambre de l'agriculture.

El-Oued, qui vient en tête des wilayas productrices de tomates de plein champ, a ouvert un marché national pour la commercialisation de ce produit dans la commune d'El-Magrane. La superficie agricole exploitée à travers la wilaya d'El-Oued est de plus de 100.000 ha, avec une extension annuelle allant de 1 à 5%, selon la même source.

Médéa

100 millions de DA pour l'électrification

Une enveloppe financière d'un montant de 100 millions de DA a été allouée à un projet d'électrification de foyers ruraux et d'exploitations agricoles situés dans la région de Khetala, commune de Chahbounia, au sud de Médéa, selon la direction locale de l'énergie et des mines. "Le projet prévoit la réalisation de plus de 30 kilomètres de réseau électrique pour raccorder des centaines de foyers ruraux épars et de nombreuses petites exploitations agricoles de cette région à vocation agro-pastorale", a fait savoir le directeur de l'énergie et des mines, Tayeb Zaidi.

Selon M. Zaidi, "la concrè-

tisation de ce projet permettra de fixer les habitants de cette vaste région steppique dans leurs lieux de résidence et de stimuler les activités agricoles pratiquées sur place, à savoir la céréaliculture et l'élevage ovin".

"L'exécution de ce projet d'électrification s'inscrit également dans le cadre d'un programme de mise à niveau initié par les autorités locales afin de pallier le déséquilibre de la couverture électrique, notamment dans les zones enclavées, et ainsi améliorer les conditions de vie des habitants de ces zones et les accompagner dans l'exercice de leurs activités agricoles", a-t-il précisé.

Béjaïa

Plus de 160 participants à la Fête de la figue

Plus de 160 exposants venus d'une dizaine de wilayas participent à la 21e édition de la Fête de la figue sèche de Beni Maouche, inaugurée, jeudi, en présence des autorités locales.

Le président de l'Association des figuiculteurs de la commune de Beni Maouche, Youcef Meziane, a indiqué que cette édition a regroupé plus de 160 exposants venus d'une dizaine de wilayas, dont une cinquantaine d'agriculteurs de Béjaïa. Cette manifestation, dédiée à la figue sèche, produit phare de la région labellisé depuis 2016, est l'occasion d'exposer plusieurs produits agricoles afin de montrer le potentiel de production de la wilaya, a-t-on souligné.

De son côté, le secrétaire général de l'association, Bekkouche Omar, a indiqué que la Fête de la figue sèche, organisée en collaboration avec la commune de Beni Maouche, "permettra aux agriculteurs de la région de pouvoir commercialiser leurs produits".

Il a ajouté à cet effet que l'association "travaillait sans relâche pour assurer

la pérennité et le développement de la filière de la figuiculture, dans le but d'augmenter le rendement de la figue sèche et d'améliorer le quotidien des figuiculteurs", a-t-il dit.

M. Bekkouche se dit ainsi "très optimiste" quant à l'avenir de la filière de la figue à Beni Maouche, indiquant que "la relève est déjà assurée pour reprendre le flambeau et ne pas abandonner cette activité qui constitue une source de revenus pour beaucoup de familles". Il a également ajouté qu'un logo portant l'indication géographique de Beni Maouche, délivré par l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne de Sidi Aich, avait été attribué à 13 figuiculteurs de la région, sur les 40 proposés.

Ce logo assure la protection de la figue sèche de Beni Maouche, a déclaré le Secrétaire général de l'association, soulignant que son attribution repose sur le respect d'un cahier des charges fixant des critères à prendre en compte dans le processus de la production de la figue sèche de cette région.

Alger

Plus de 7.000 capsules de psychotropes saisies

Les services de police de Dar El Beïda à Alger, représentés par la brigade de police judiciaire, ont saisi 7.200 capsules de psychotropes, a indiqué samedi un communiqué de la Sûreté de wilaya d'Alger.

"L'opération a été menée sur la base d'informations parvenues à la brigade de police judiciaire de Dar El Beïda", précise le communiqué, ajoutant que "l'intensification des investigations par les élé-

ments de cette brigade ont permis l'arrestation d'un individu impliqué dans le trafic de psychotropes". Cette opération s'est également soldée par "la saisie d'une somme d'argent en monnaie nationale estimée à 380.000 DA, d'une autre en devise estimée à 310 euros, et d'un véhicule utilisé pour le transport des psychotropes", selon la même source.

"Le suspect a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Dar El Beïda, après la constitution d'un dossier pénal", conclut le communiqué.

Horaires des prières pour Alger et ses environs				
04 jomada el oula 1447				
El Fedjr 05h39	Dohr 12h32	Assar 15h33	Maghreb 18h01	Icha 19h20



Ligue des champions: aujourd'hui à 20h00: MC Alger-Colombe Sportive Favorable au Mouloudia

M. Zeggai

Huis clos oblige, le Mouloudia d'Alger sera privé de son merveilleux public. C'est le seul point noir de cette confrontation entre le MCA et Colombe Sportive de Yaoundé dans le cadre du match retour du 2^e tour préliminaire de la Ligue des Champions d'Afrique. Une rencontre qui s'annonce âprement disputée. D'un côté, les "Vert et Rouge" veulent confirmer leur renouveau et surtout leurs ambitions dans cette prestigieuse compétition continentale. De l'autre, les Camerounais se sont déplacés avec la ferme intention de créer la sensation et déco-

cher leur qualification. Les Algériens semblent idéalement placés pour faire respecter la hiérarchie, au vu de leur potentiel technique et de la force de caractère, des qualités forgées par le coach sud-africain Rhilani Mokwena qui a su leur inculquer discipline et rigueur dans le jeu. La notion des duels sera déterminante, compte tenu du combat physique que veulent imposer leurs adversaires. L'un des atouts majeurs de notre représentant, c'est qu'il ne part pas cette fois-ci dans l'inconnu. L'entraîneur du Doyen a certainement tiré de précieux enseignements du match aller, ce qui lui permettra d'élaborer une stratégie tactique ap-

propriée pour valider le ticket à la phase des poules. Côté effectif, le Doyen sera handicapé par l'absence des Zougrana, Saliou Bangoura et Menezla, mais pourrait toutefois compter sur Tabti et aussi Kipré. Logiquement, avec l'avantage du terrain dans son nouveau chaudron d'Ali Ammar dit «Ali La Pointe», le MCA, qui espère conclure le travail après son nul acquis à Yaoundé, ne devrait pas éprouver de grandes difficultés pour s'imposer. Mais, attention : un match n'est jamais gagné d'avance.

A noter que le tirage au sort de la phase de groupes est prévu pour le 3 novembre à Johannesburg.

Coupe de la Confédération Le CR Belouizdad en phase de groupes

La formation guinéenne Le Hafia Conakry a vu son parcours en Coupe de la CAF s'arrêter au stade Nielson Mandela lors de ce 2^e tour préliminaire. Le CR Belouizdad est passé par là. En effet, face à un team du Chabab déterminé et soutenu par un nombreux public, les Guinéens n'ont pas réussi à sauter l'obstacle belouizdadi. Solide et organisé, Hafia Conakry a longtemps résisté, tenant tête durant toute la première période. Mais, après la pause, la pression des "Rouge et Blanc" a fini par faire la différence pour composer leur billet à la phase des poules. Deux buts si-

gnés Meziane et Boussouar ont suffi à mettre fin au rêve des Guinéens. Cette victoire n'a pas été facile pour les nôtres qui ont été inquiétés à maintes reprises par leurs hôtes. Ces derniers ont été découragés par Chaâl, le keeper du Chabab, qui a annihilé toutes les tentatives adverses. Sa belle prestation a donné de l'assurance à ses coéquipiers qui ont commis, il faut le dire, certaines erreurs défensives qui ont failli leur coûter cher. En somme, grâce à un score cumulé de 3 buts à 1 en faveur du CRB, le représentant algérien a validé sa qualification au prochain tour et atteint son ob-

jectif du jour. De son côté, Hafia Conakry du coach algérien, Lakhdar Adjali, qui a tout de même laissé bonne impression, il n'a pas à rougir de cette élimination qui met un terme à ses espoirs de renouer avec son passé dans cette compétition continentale. Quant au CR Belouizdad, l'un des deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine, il continue son aventure africaine. Aussi, cette victoire permettra sans doute au CRB de réagir en championnat où les résultats en dents de scie ont commencé à donner des appréhensions à leurs supporters.

Ligue 1 (9^e journée) : aujourd'hui à 15h00:

Paradou AC-ES Mostaganem Entre deux équipes en proie de doute

Finalement, c'est au stade du 20 Août 1955 que se dérouleront les retrouvailles entre le Paradou AC et l'Espérance de Mostaganem. Un match qui revêt une importance capitale pour le PAC, lanterne rouge avec un seul point à son compteur.

En accueillant une équipe de l'ESM, en proie de doute, les jeunes du Paradou tenteront de remporter leur premier succès de la saison lors de cette 9^e journée du championnat. Il est très difficile d'émettre un quelconque pronostic de ce match met-

tant aux prises deux formations qui ont du mal à suivre le rythme. Les deux formations restent sur une défaite face au MCA et l'ASO Chlef à domicile pour l'Espérance. Dos au mur, le PAC et son hôte du jour sont tenus par l'obligation de résultats pour éviter de sombrer dans la crise. Les Mostaganémois de l'Espérance enregistrent le retour du gardien M'bolhi qui a repris après plusieurs semaines d'absence et Zeffane que l'on annonce bon pour le service. La présence de ces deux éléments pourrait cons-

tituer un atout considérable dans la gestion du match compte tenu de leur expérience. Entre le métier des chevronnés de l'ESM et l'enthousiasme des Académiciens du Paradou AC, les paris restent ouverts entre deux équipes, en quête de points pour éviter le doute.

Notamment pour le Paradou AC qui devra impérativement réagir et relever la tête, car une autre contreperformance pourrait compliquer davantage sa mission pour le maintien.

M. Z.

Ligue 2 Démission du président de l'USM Harrach

Le président de l'USM Harrach, Sofiane Touahria, a annoncé dans un communiqué publié, sa décision de quitter la tête du club, estimant que «les conditions actuelles ne permettent plus de travailler sereinement». «Après une profonde réflexion et en toute responsabilité, j'ai décidé de mettre fin à mon parcours à la tête du club.

Ce n'est pas une décision facile, mais l'atmosphère autour de l'équipe ne favorise plus un travail à la hauteur de l'histoire et du presti-

ge de l'USMH», a-t-il indiqué. L'USMH reste sur deux défaites de rang, dont celle concédée dernièrement à domicile face à la JS El-Biar (0-1), lors de la 6^e journée du championnat. La défaite essuyée la journée d'avant, sur le terrain du CR Témouchent (2-1), a poussé l'entraîneur Azzedine Ait Djoudi à jeter l'éponge. Le nom de l'ancien coach de l'ES Ben Aknoun Mohamed Manaâ est pressenti pour sa succession. Touahria a tenu à rap-peler les efforts consentis depuis son arrivée, affirmant

avoir œuvré «avec sincérité et dévouement pour assurer la stabilité et l'organisation du club», soulignant que l'équipe «a connu une période de reconstruction réelle et des résultats très encourageants». Et d'enchaîner : «J'aurais voulu poursuivre cette mission, d'autant que la saison venait à peine de commencer avec une grande ambition et une réelle volonté de redonner à l'Union sa place naturelle. Malheureusement, les circonstances en ont décidé autrement», a-t-il regretté.

Mondiaux 2025 Une deuxième médaille pour Kaylia Nemour

L'Algérienne Kaylia Nemour a remporté samedi la médaille d'argent au concours de la poutre des Mondiaux 2025 de gymnastique artistique, qui se déroulent à Jakarta en Indonésie.

Après son sacre vendredi aux barres asymétriques, Nemour a obtenu la note (14.300) en finale de la poutre, derrière la Chinoise Zhang Qingying (15.166), médaillée d'or, et devant la Japonaise Sugihara Aiko (14.166), médaillée de bronze.

Vendredi, l'Algérienne s'était adjugée le titre mondial du concours des barres asymétriques des Mondiaux 2025 de gymnastique artistique, devenue ainsi la première gymnaste arabe et africaine à être sacrée championne du



monde dans cette spécialité. Après un peu plus d'un an après son triomphe olympique, Nemour a survolé la finale avec un score impressionnant de 15,566 points, devançant la Russe Angelina Melnikova (14,500 pts) et la Chinoise Yang Fanyuwei (14,500 pts).

Outre Nemour, la délégation algérienne est composée de six autres représentants : Adem Koughat, Houssam-Eddine Hamdouche, Bilel Bellaoui, Youcef Semani et Ahmed Ryad Aliouet chez les messieurs, ainsi que Sihem Hamidi chez les dames.

Valse des entraîneurs Une situation inquiétante

La valse des entraîneurs bat son plein dans nos différents championnats. On vient d'apprendre que le désormais ex-coach Benhalima vient d'être limogé de la barre technique de l'ESM Kolea. Pour sa part, la direction du HB Chelghoum Laïd vient d'opter pour un changement au sein de son staff technique. Le Hillel vient de jeter son dévolu sur le technicien Majdi El Kourdi qui a la lourde responsabilité d'améliorer la position de son nouveau club en championnat de la Ligue 2, groupe Centre-Est. Du côté de l'USM Harrach, nos sources indiquent que Mohamed Manaâ, l'ex-coach

de l'ES Ben Aknoun, qui est pressenti pour succéder à Azzedine Ait Djoudi qui a préféré rendre le tablier après la défaite des "Jaune et Noir" à Témouchent devant le CRT. A Teleghma, le responsable technique du NRBT, Mustapha Aggoun, a démissionné de son poste. On ignore pour l'instant les raisons de ce départ, mais la direction a désigné l'entraîneur adjoint Tarek Yasker pour assurer l'intérim. Ce dernier a bien entamé sa nouvelle fonction en ramenant une belle victoire de chez l'IRB Khemis El Khechna. Ce n'est pas fini puisque d'autres techniciens de l'élite et la Ligue 2 sont sur

la sellette. On peut citer Abdelhak Benchikha (USMA), Abderrahmane Osmane (JS Djijel), Hamid Laâmara (JSM Tiaret) et même Cherchoud (ASMO), qui sont sur un siège éjectable en raison de la montée au créneau des supporters de ces mêmes équipes. A l'USM Annaba, la direction est encore à la recherche d'un nouvel entraîneur. Avec cette cadence, la ligue 1 de notre championnat l'une des premières places des ligues professionnelles où il y a eu le plus de changements d'entraîneurs en cours de saison avec un pourcentage de plus de 80%.

M. Z.

Transfert L'OM veut s'offrir Hadj Moussa à 20 ME



Efficace dans son recrutement estival, l'Olympique de Marseille veut poursuivre sur sa lancée. Le club phocéen va tenter d'attirer le milieu offensif algérien Anis Hadj Moussa qui souhaite quitter le Feyenoord Rotterdam à cause des tensions avec son entraîneur Robin van Persie. Si certains choix ont abouti à des flops ces dernières années, l'Olympique de Marseille ne s'est pas trompé cet été. Le recrutement opéré par le président Pablo Longoria et le directeur du football Medhi Benatia s'avère particulièrement efficace. Prenons l'exemple de l'ailier brési-

lien Igor Paixão qui met tout le monde d'accord après les critiques sur ses premiers matchs. Alors pourquoi ne pas retenter sa chance du côté de Rotterdam ? Le club phocéen va effectivement tenter de piocher à nouveau dans l'effectif du Feyenoord. Selon les informations d'Africafoot, les dirigeants marseillais négocient avec leurs homologues néerlandais pour conclure le transfert d'Anis Hadj Moussa (23 ans). Cet ailier droit gaucher représente une belle opportunité sur le marché. Notamment convoité par Benfica cet été, l'international algérien (7 sélections)

avait prolongé son contrat jusqu'en 2030 en juillet. Mais trois mois plus tard, son départ est évoqué à cause de tensions avec son entraîneur Robin van Persie. L'ambiance glaciale entre les deux hommes s'est confirmée jeudi soir quand Anis Hadj Moussa, auteur d'un festival sur son but contre le Panathinaïkos (3-1) en Ligue Europa, a quand même été critiqué par son coach. "Il a marqué un but fantastique mais dans le jeu, je l'ai trouvé très mauvais", a lâché la légende du football néerlandais. Régulièrement titularisé cette saison, et déjà auteur de 6 buts plus une passe décisive en 13 matchs toutes compétitions confondues, le natif de Paris se dirige ainsi vers la sortie. Et plus particulièrement vers l'Olympique de Marseille si l'on en croit la source. Aucun montant n'est évoqué mais le joueur formé à Lens, où il n'avait pas percé en équipe première, possède une valeur estimée à 20 millions d'euros par Transfermarkt.



مجمع منشآت أشغال الطرقات و المنشآت الفنية "جيترا"
GROUPE D'INFRASTRUCTURES DE TRAVAUX ROUTIERS ET D'OUVRAGES D'ART,
ENTREPRISE PUBLIQUE DES TRAVAUX ROUTIERS D'ORAN
E.P.T.R.O



Réponse à la mise en demeure N°02 du 21/10/2025 adressée à l'EPTRO/SPA par la DTP DE AIN TEMOUCHENT Parue au quotidien (EL ROUH ERRYADIAH)

Réf : ANEP N°2531013840

Intitulé de l'opération : ENTRETIEN DES ROUTES NATIONALES -EXERCICE 2025

Projet : Lot 2-3 : Entretien de la RN 02 du PK53+000 au PK 54+000 entre Hassi El ghalla et El Amria (2*2 voies).

-Vu la date de parution de l'appel d'offres le 08/04/2025.

- Vu la date d'ouverture des plis le 22/04/2025.

- Vu notre engagement en date du 28/05/2025.

- Vu la date de parution de l'attribution provisoire le 29/05/2025.

-Vu que le certificat de qualification et de classification était en cours de validité l'ors de l'ouverture des plis et l'attribution provisoire.

-Vu le retard enregistré par les services de la DTP de Ain Temouchent dans l'engagement du marché.

-Vu l'expiration du délai de validité des offres.

-Vu l'envoi de la DTP AIN TEMOUCHENT N°1736 du 29/09/2025 relatif à la notification de l'ODS de démarrage des travaux.

-Vu l'augmentation des prix des bitumes a hauteur de 29% et les agrégats à 70 %.

-Vu nos courriers N°272 et 273 relatifs à ce sujet destinés à la DTP Ain Témouchent le 18/09/2025.

-Vu les dispositions de l'article 99 du décret présidentiel 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics qui prévoit que la notification du marché ou l'ordre de service après expiration de la validité des offres n'est possible qu'après accord du soumissionnaire.

-Vu le fait qu'aucune prorogation de la validité de notre offre ne nous a été notifiée ni acceptée par nos soins.

Notre entreprise publique EPTRO/SPA ne peut maintenir son offre en vertu des articles 97/98/99/100 du décret présidentiel 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations des services publics, par conséquent nous considérons que les mises en demeure adressées à l'encontre de notre entreprise sont nulles et sans effets.

Le Directeur Général

ANEP N° 2531100975 Le Quotidien d'Oran 26/10/2025

APARTEMENTS

■A vendre appart F2, 3^e, étage, acté + livret foncier ; superficie 55 m² à Cap-Falcon – Tél : 0666.19.98.50

■A louer appart F3, 1^{er} étage, Arzew (plate-forme) bon voisinage double façade – Tél : 0540.04.85.55

■Cherche pour ses clients sérieux des appartements, location F2/F3/ F4/F5 à Oran et environs. Contacter cabinet immobilier VICTORIA, 4 rue Mohamed Khemisti, Oran – tél : 041.36.16.43/ 0551.96.22.44

■Vends F1, 30 m², 1^{er} à Gambetta Oran + F2, 68 m², 1^{er}, C/V Oran (café Clichy) + F2, 1^{er}, + cour 80 m² à Belgaid à proximité mosquée MashaAllah + F3, 64 m², 4^e, à Akid Lotfi à proximité polyclinique – Cabinet imm VICTORIA Tél : 041.36.16.43/ 0552.58.43.72

VILLAS

■URGENT : A vendre villa, actée, 226 m² - 2f : cv : Terga à 45 min d'Oran. Prix : 1,4 nég + A louer appart à Canastel, 3^e étage 4,5U/mois et 10 mois d'avance – Tél : 0657.27.53.56 - WhatsApp : 0033.62.08.46.445

TERRAINS

■Vente terrains : 1.000 et 600 m², avec P/C de R+12, 2 faç à Maraval et 2.000 m² avec PC, R+20 à Gambetta et Millénium + terrains 10.000 - 15.000 m² - 2.000 m² - 3.000 m² couverts, Z. d'activités Tlélat – Senia.... A vendre ou à louer – Tel : 0772.43.37.38

DIVERS

■Personne âgée désire vendre très importante collection de timbres de poste d'Algérie, avant et après guerre + des lettres - Tél : 0799.12.92.68

■Vends : Bonne affaire : 02 soudeuses haute fréquence 12 kw italy et 5 kw France : pour fabrication de protège cahier en plastique et autres, 01 coudeuse pour fabrication de moule, 1 triode T2000, cinq branches neuves et 75 électrodes ou résistances à bon prix. Tél : 0663.34.93.73

PENSÉE

TALEB MOULAY Ahmed
Chaque silence porte en lui une vérité que les mots ne savent pas toujours dire. Il y a des douleurs que le cœur garde en silence. Des absences que rien ne peut combler. Papa ton départ a laissé un vide, un silence chargé de souvenirs, d'amour de manque. Trois années se sont écoulées et pourtant ton sourire, ta voix, ta présence restent à jamais gravés en nous. Allah yerahmek papa Hafida, Meriem, Nesrine, Amina



Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



CONDOLÉANCES

Les familles MEDJAHDI et BELBACHIR, profondément touchées par le décès de **MEDJAHDI Mohamed**

présentent à toute sa famille, leurs condoléances les plus attristées et les assurent, en cette pénible circonstance, de leur profonde compassion. Puisse Dieu Le Tout-Puissant accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. »



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

LA WILAYA DE BENI ABBES

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

N° Immatriculation Fiscal : **418029000008385**

AVIS D'ANNULATION

Appel d'offres national ouvert après annulation de la procédure avec exigences de capacités minimales N° 06 / 2024

Conformément aux dispositions de l'article 40 du décret présidentiel N°=15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. la Direction de la jeunesse et des sports de la Wilaya de Béni Abbés, informe les soumissionnaires qui ont participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigences des capacités minimales N° 06/2024 relatif au projet de : **LA REALISATION D'UN SIEGE DE LA DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS AVEC LOGEMENT DE FONCTION DE LA WILAYA DE BENI ABBES.** parus dans les quotidiens nationaux **الموعود الرياضي** le 08/10/2025 et Quotidien d'Oran le 08/10/2025 ainsi que BOMOP est annulée.

LA DIRECTEUR

ANEP N° 2531013991 Le Quotidien d'Oran 26/10/2025

2

21.05 Adieu les c...



Suze Trappet (Virginie Efira), 43 ans, menuisière au franc-parler et au cœur aussi solide que ses assemblages de bois, voit sa vie basculer le jour où un diagnostic médical implacable lui annonce qu'il ne lui reste plus que quelques mois à vivre. Refusant de sombrer dans l'amertume, elle décide de se lancer dans une quête aussi folle qu'essentielle : retrouver l'enfant qu'elle a mis au monde sous X à quinze ans, un secret enfoui depuis près de trois décennies. Armée seulement d'un prénom et d'une date de naissance, elle se heurte aux murs administratifs d'un système kafkaïen,

3

21.10 Les enquêtes de Dan Sommerdahl



Saison 5 - Ep 2 : Fragile comme l'espoir
Avec la semaine de la mode, une atmosphère d'excitation domine en ville. Sur le rivage d'Else-neur, le corps sans vie d'un jeune mannequin est retrouvé. Dan Sommerdahl, accompagné de son collègue, entreprend une investigation révélant la part obscure de cet univers, dissimulée sous les apparences glamour. Plusieurs protagonistes sont identifiés : un agent aux approches insistantes, une mère excessivement investie dans...

4

21.10 Le père Noël est une ordure



Pierre et Thérèse assurent la permanence téléphonique de l'association SOS détresse amitié le soir du 24 décembre. Zézette, une clocharde enceinte, se présente bientôt dans leur locaux après avoir quitté Félix, son compagnon violent. Tandis que Thérèse la reconforte, Pierre reçoit l'appel d'un homme seul visiblement dépressif qui insiste pour leur rendre visite. Mais la surprise est de taille lorsqu'une personne, prénommée Katia, sonne à la porte.

5

arte

TMC

09.20 Silence, ça pousse !
10.20 Echappées belles
11.55 Les routes de l'impossible
12.30 C à vous
14.40 Tout va très bien !
16.30 A la découverte du monde
17.00 Les raisins du Reich
18.30 En société
20.00 C politique
21.05 1914, et soudain la guerre !
22.40 Ils étaient tirailleurs, voix oubliées de la Grande Guerre
23.35 L'oeil et la main

09.30 Saint-Pierre-et-Miquelon
10.15 Les délices d'Emilie-Romagne
13.00 Quand l'histoire fait dates
13.30 Un beau jour
16.50 A la recherche de l'écriture oubliée
17.45 Kandinsky : Voir la musique, réinventer la peinture
18.45 Vivaldi et Mozart au musée du Louvre sous...
19.30 Karambolage
19.45 Arte journal
20.05 Bettie Page se dévoile
22.50 Dans l'ombre d'Hitchcock
23.45 Piano Dreams: Les enfants pianistes

10.25 Une famille cinq étoiles pour Noël
11.55 Le médaillon de Noël
13.35 Petits plats en équilibre
13.40 Un Noël rouge comme l'amour
15.15 La ballerine de Noël
16.50 La danseuse étoile de Noël
18.25 Les incroyables talents de Noël
20.00 Les mystères de l'amour
21.10 Petits plats en équilibre
21.15 Esprits criminels



CINE +
FRISSEUR 20.50

TERMINATOR 2 : LE JUGEMENT DERNIER

Acteur: Arnold Schwarzenegger, Linda Hamilton, Robert Patrick, Edward Furlong

En 2029, la Terre est ravagée par la guerre entre les humains et les machines, dominées par Skynet, une intelligence artificielle redoutable. John Connor (Edward Furlong), le leader des derniers résistants humains, lutte pour la survie de son espèce dans un monde désolé. Pour anéantir cette menace, Skynet envoie le T-1000, un Terminator de nouvelle génération, capable de se transformer en toute sorte de matériau et d'imiter l'apparence de n'importe qui.



CANAL+
CINEMA 21.00

REINE MÈRE

Acteur: Camélia Jordana, Sofiane Zermani, Damien Bonnard, Rim Monfort

Au milieu des années 1980, Amel Boussata vit dans un appartement parisien avec son mari Amor, un électricien, et leurs deux filles, Kenza et sans grande sœur Mouna. C'est la rentrée scolaire et les deux filles font leur rentrée dans un établissement catholique privé. Au même moment, le couple reçoit un courrier leur notifiant que leur bail expire et qu'ils vont devoir quitter leur appartement. Amel, qui ne veut pas que ses filles changent d'école et que leur vie change, fait tout pour qu'ils restent dans le même appartement. En cours d'histoire, Mouna suit un court sur la vie de Charles Martel, qui la marque durablement.



CINE +
PREMIER 20.50

DUNKERQUE

Acteur: Fionn Whitehead, Mark Rylance, Tom Glynn-Carney, Tom Hardy, Harry...

"Dunkerque" nous plonge en mai 1940, durant l'une des périodes les plus sombres de la Seconde Guerre mondiale, alors que les forces britanniques et alliées se retrouvent piégées sur les plages de Dunkerque, face à une armée allemande implacable. Le film s'articule autour de plusieurs personnages dont les trajectoires se croisent dans cette ville côtière, mettant en lumière la tragédie de la guerre à travers des récits interconnectés. De l'autre côté de la Manche, nous faisons connaissance de monsieur Dawson (joué par Mark Rylance), un civil prêt à tout pour aider son pays.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Independence Day



10.05 Automoto
11.00 Téléfoot
11.50 Les douze coups de midi
12.50 Petits plats en équilibre
12.55 Météo
13.00 JT 13h
13.40 Grands reportages
14.50 Reportages découverte
16.05 Star Academy, la quotidienne
17.20 Sept à huit Life
18.20 Sept à huit
19.50 Les nouveaux modèles
20.00 JT 20h
20.45 TF1, rendez-vous sport

Les écrans radars du Pentagone s'illuminent soudain : un objet colossal, d'origine inconnue, se dirige droit vers la Terre. Les scientifiques et militaires s'interrogent, mais les réponses tardent à venir. Pendant ce temps, David Levinson (Jeff Goldblum), un brillant informaticien, décrypte par hasard un signal extraterrestre dissimulé dans les transmissions satellites. Ce qu'il découvre est terrifiant : un compte à rebours synchrone, émis depuis des dizaines de vaisseaux en orbite, semble annoncer une attaque coordonnée d'une ampleur inédite. Désespéré, David tente d'alerter les plus hautes autorités.

6

21.10 Zone interdite



10.25 Turbo
12.45 Le 12.45
13.25 Un jour, un doc week-end
17.10 66 minutes



19.45 Le 19.45
20.10 Le 2010, Anne-Sophie Lapix
20.40 E=M6

En France, 6,5 millions de logements sont des passoires thermiques. Afin de réduire leur facture d'énergie, des familles se lancent dans de lourds travaux de rénovation. Tandis que dans le Val d'Oise, Sébastien et Julie isolent eux-mêmes leur maison faute de moyens, près de Metz, Sylvie, maman solo, essaie convaincre ses voisins d'engager des travaux coûteux mais nécessaires. À Toulouse, Émilie et Benjamin, eux, s'appuient sur les aides publiques, indispensables à leur projet.
23.10 Enquête exclusive

CANAL+

21.05 Rugby : Top 14 Toulouse / Toulon



09.02 Débrief Moto
09.41 Better Man
11.54 Hot Ones
12.26 Un petit Clique en +
12.50 En aparté
13.28 Moto GP : Grand Prix de Malaisie
15.44 Samir Nasri . Rebelle
17.15 The Match
17.30 Football : Premier League
19.25 The Match
19.29 Canal Football Club
20.26 Canal Rugby Club
21.02 Avant-match Top 14

Retransmission d'un match du championnat de France de rugby appelé le Top 14, une compétition de rugby à XV. Organisé depuis 1892, le championnat a connu à travers les décennies différentes hégémonies de clubs populaires tels que le Stade Toulousain, le Stade Rochelais, le RC Toulon ou encore le Stade Français. Le championnat a acquis le statut professionnel en 1995, et comporte 14 équipes depuis 2005.
23.05 Canal Rugby Club le débrief
23.22 L'hebdo'Hollywood

PLANETE +

TFX

W9

09.22 American Pickers, la brocante made in USA
12.24 French Connection
14.01 La vengeance d'un roi
15.01 Les six femmes d'Henri VIII
16.04 Secrets de châteaux
17.42 Conquistadors : de la gloire à la décadence
19.21 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 Secrets de châteaux
22.36 Le génie des bâtisseurs

10.05 Détox ta maison, 7 jours pour tout ranger
13.30 Friends
19.25 Friends
19.55 Star Academy, la quotidienne
21.10 La vengeance de Monte-Cristo
23.35 Chroniques criminelles

09.10 Génération Hit machine
10.20 Fréquentstar
12.20 100% poker
12.50 Desperate Housewives
16.30 La petite histoire de France
21.10 Ténor
23.10 Les Bodin's enquêtent en Corse
23.50 Les Bodin's enquêtent en Corse

FLÉCHÉS N° 9406

POT-DE-VIN, DESSOUS- DE-TABLE, BAKCHICH									
↓		↕							
		MAL DE TETE			ETENDUE DE L'EAU	→			
	↖	CHIFFRE D'AFFAIRES			←	COUP DE TAMBOUR			
	↑							↑	
	A MEZIGUE ROND SUR LES BORDS							MOT D'ENFANT	
							←	LAID	
	↕						↑		
		GROS MOTS, OBSCENITES	↔			TERRE CEINTE			
	↖	NOTE			←	SPORT D'HIVER		↕	
								ARTICLE	
							←	ROUEES DE COUPS	
								NÉGATION	↑
							↓		FIASCO, FLOP
	OUTIL DE MENUISIER	↔							←
	LA SAINTE TOUCHE !								FRUIT JAUNE
				↑	↑				
	↕			EXTORSION D'ARGENT PAR CHANTAGE, TERREUR	PASSÉ RECENT				
					IDIOTS	↔		↕	
								PAREIL	
								BIEN POLIS	↔
		3.600 A LA MINUTE			FLEUR, DESSUS DU PANIER, GRATIN	↔		A ABOUT DE BRAS	→
	↖	PRONOM						NOURRIS- SON	↔
	↑	RAYEES							
	CONDIMENT	↕							
	TRANSPIRE	↔							
	TETE D'OGRE								
	↓								
				←	ATTACHE				
					CHANSON A LA MODE	→			
							↑		
								OBTENU	
								PREPO- SITION	→
MOUVEMENT EXPRESSIF DE LA MAIN, DU BRAS OU DE LA TETE	→								

FLECHES N°9405

C	A	R	G	O		A	R	T
H	S		E	N	T	R	E	R
E		E	N	T	E	T	E	E
W	C		O		L	E		N
I		E	U	T		R	A	T
N	E	T		B	R	E	V	E
G	C		B		O	S	A	
G	O	U	R	B	I		N	E
U	L		E	O		E	T	S
M	I	L	L	I	O	N		S
	E		A	R	C		L	A
C	R	A	N	E		L	U	I

CROISÉS N°9405

R	O	T	A	T	I	O	N	P
E	T	A	L	E	E	U	R	O
P	E	T	N	O	R	M	A	L
O	E	N	T	A	M	E	I	
U	N	E	A	S	R	A	S	
S	I	S	E	I	R	A	I	S
S	P	R	E	S	I	L	L	E
A	P	C	P	D	E	U		
N	E	R	E	I	D	E	S	
T	R	I	S	A	I	E	U	L

SUDOKU N°9405

7	3	4	5	2	8	1	9	6
1	6	2	9	4	3	5	8	7
9	5	8	6	1	7	4	3	2
6	4	7	1	8	2	9	5	3
5	1	3	7	6	9	8	2	4
2	8	9	3	5	4	7	6	1
3	7	5	2	9	1	6	4	8
8	2	6	4	7	5	3	1	9
4	9	1	8	3	6	2	7	5

CODÉS N° 9405

1	L	2	U	3	S	4	C	5	I	6	U
7	O	8	N	9	A	10	T	11	D	12	E
13	R	14	M	15	P	16	G	17	F	18	
19		20		21		22		23		24	

FOUILLIS N° 9405:
MORCEAU (Mord - Seau)

1. Comme il faut, sans plus.
2. Mit hors de soi.
De même.
3. A fond de train. Pour acquit, lu et approuvé.
4. Bottes de faines.
Dames japonaises.
5. Bande d'annonce.
Pris tête.
6. Etat d'avenants.
7. Voies.
8. Fixé, convenu.
Rapporte.
9. Note tirée.
10. Peau d'agneau.
11. Se mordent les doigts.

A. Suriner ou chouriner.
B. Un grain le fait grossir. Empaffé.
C. Quitter.
 Tronc d'arbre.
D. De prime abord.
 Fat d'aise.
 Symbole de gaz.
E. Fruit sec.
 Année d'âge.
F. Mettent en resserre.
 Genre de musique.
G. Note d'esprit.
 Filet à l'anglaise.
H. Pousse à la grève.
 De la neige.
I. Confiserie. Berceau de la marine.
J. Mise au poteau.

E	G	A	R	O	E	V	E	R	T	G	R	O	G	C
L	R	E	E	T	A	H	E	E	N	E	B	E	O	B
O	O	T	G	B	E	R	M	V	N	N	O	I		
C	U	I	E	R	O	D	U	I	O	T	S	N	E	C
E	P	N	R	U	N	O	H	I	I	Z	G	L	L	
S	E	A	E	E	D	M	T	L	D	E	I	O	I	G
I	R	V	T	C	H	A	L	E	U	R	P	D	O	R
T	R	E	N	E	M	E	R	R	E	E	O	U	T	E
E	A	T	I	R	S	A	U	T	R	E	R	E	G	V
S	D	O	O	S	T	E	C	E	Q	D	D	O	S	E
E	N	F	E	I	D	E	I	U	I	R	E	L	A	R
T	E	R	O	R	P	P	A	N	J	A	R	G	O	N
R	G	N	U	S	M	T	O	U	R	N	E	U	R	E
O	A	O	N	O	R	R	E	L	L	I	S	U	O	B
P	L	I	P	E	M	B	A	R	R	A	S	S	E	R

FOVILLIS N° 9406

AGENDA – BOND – BONZE – BOUSSILLER –
CHALEUR – CLOPE – CONSIDERATION – DOSE –
DOUM – EBENE – ECOLE – EMBARRASSER –
FORMATION – GENTILLESSE – GERER – GOURDIN –
GREVE – GROG – GROUPER – GRUE – HATE – HEGIRE –
HIVER – HURE – INSPECTER – INTERET – JARGON – LIDO –
LOURDEUR – MENER – MODE – OGRESSE – ORAGE –
POMPIER – PORT – QUATRE – RALER – TOILE –
TOURNEUR – TREVE – VANITE – VETO.

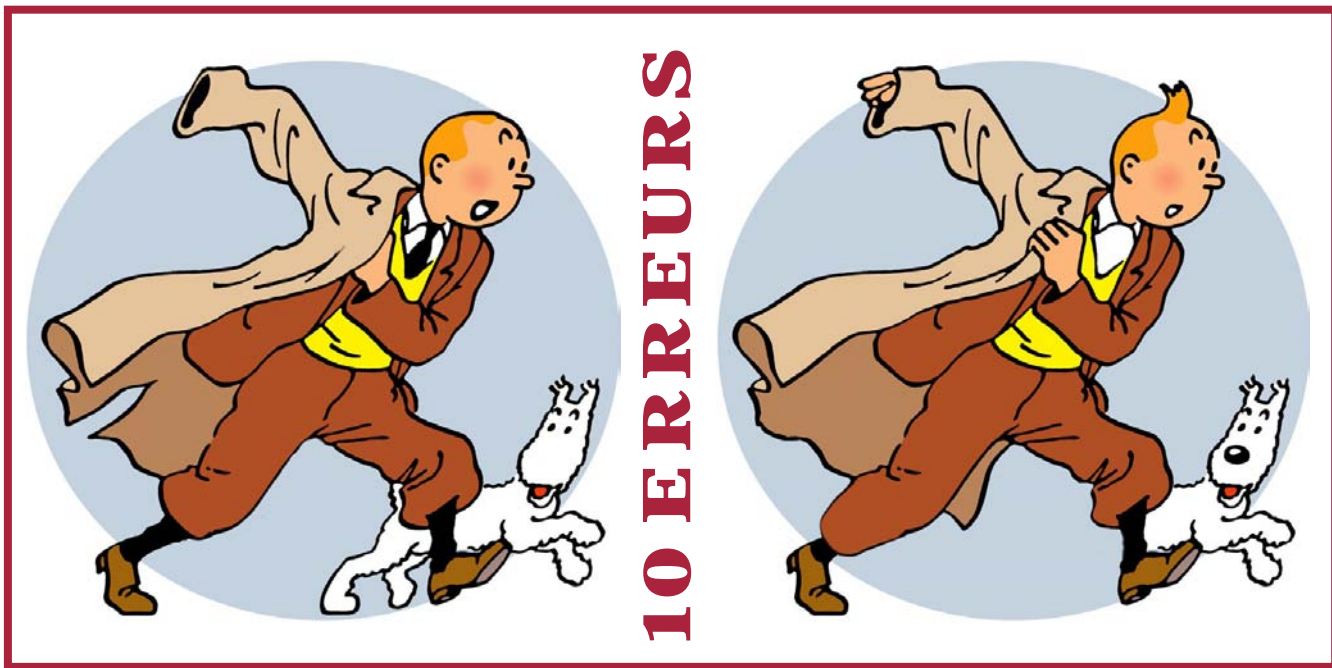
- Mais oui, c'est mon 1er.
- Mon 2e est un point cardinal.

Somme à jour, c'est mon tout.

1 C	2 A	3 L	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

10	19	8	4	9	4	12	8	6	
18	2	5	9	2	7		5	4	12
14	6	15		7	6	13	2	11	2
6	3	4	5	2		4	11	6	12
1	3	6		16		8	4	5	12
8	2	12	12	6	5		8		6
4			8	5	2	17	4	5	
20	4	7	4		19	4	10	7	12
12		6	19	4		3	7		8
	4	8	6		9	2	7	7	6
6	7		7	10	4	5	6		3
7	10	5	11		12	6	3	3	6
8	15	2	4	8			3	6	12
6	4		6	11	4	8	6	12	
5	6	2	12		1	2	12	6	5

SUDOKU N° 9406

CODÉS N° 9406

Réintroduction du service militaire obligatoire en Croatie



Le parlement croate a voté vendredi pour la réintroduction du service militaire obligatoire afin de renforcer les capacités défensives de la Croatie. Zagreb avait aboli le service militaire obligatoire en 2008, un an avant de rejoindre l'Otan, misant sur la professionnalisation de l'armée. Mais les dirigeants croates ont souligné que la situation géopolitique actuelle nécessitait le rétablissement d'une formation militaire de base pour renforcer les capacités de défense du pays.

Quelque 18.000 jeunes gens seront appelés chaque année pour suivre dès l'âge de 18 ans une formation de deux mois, à partir du début de l'année 2026.

Un total de 84 députés (sur 151 sièges au parlement) ont approuvé les amendements à la loi sur la défense, tandis que 110 ont amendé la loi sur le service dans les forces armées.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le Nigeria limoge ses chefs militaires



Le gouvernement nigérien a annoncé vendredi un vaste remaniement à la tête de son armée, remplaçant le chef d'état-major des armées, ainsi que les chefs de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air. Cette décision intervient moins d'une semaine après que des médias locaux ont rapporté des soupçons de

tentative de coup d'Etat avorté visant à renverser le président Bola Tinubu, des informations que le gouvernement et l'armée ont formellement démenties. «J'ai approuvé des changements au sein de la hiérarchie de nos forces armées afin de renforcer davantage l'architecture de la sécurité nationale du Nigeria», a déclaré

le président Bola Tinubu dans un communiqué. Le chef des services de renseignement n'a toutefois pas été remplacé.

Le général Olufemi Oluyede, originaire du sud-ouest du Nigeria, la région natale du président Tinubu, a été nommé chef d'état-major de la Défense en remplacement du général Musa.

De graves inondations touchent plus de 960.000 personnes au Soudan du Sud



De graves inondations ont touché plus de 960.000 personnes dans six Etats du Soudan du Sud et ont déplacé quelque 335.000 personnes, a annoncé vendredi le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). Depuis le mois dernier, ces inondations ont touché plus de 140 établissements de santé, perturbant l'accès aux services de santé essentiels pour des milliers de personnes, alors que le Soudan du Sud est aux prises avec des épidémies, notamment le choléra et le paludisme, a indiqué le bureau.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a signalé plus de 104.000 cas de paludisme, dont 16 décès, à travers le pays la semaine dernière, soit une augmentation de 15% du nombre de cas par rapport à la semaine précédente, principalement due aux inondations en cours.

Selon l'OCHA, les inondations aggravent une situation humanitaire déjà désastreuse dans le pays, confronté à un conflit persistant et à une insécurité alimentaire aigüe.

Les services publics portugais perturbés par une grève



Les services publics portugais ont été perturbés vendredi par une grève des fonctionnaires, qui réclament des hausses salariales plus importantes que celles annoncées par le gouvernement.

Selon le Front commun des syndicats de l'administration publique, représenté dans une trentaine de secteurs, le taux d'adhésion à la grève a atteint les 80%. Le mouvement, décrit comme «le plus important des dernières années», représente «la réponse que le gouvernement mérite», a affirmé le Front commun dans un communiqué. Selon le porte-parole de ces syndicats, Sebastiao Santana, il y avait vendredi «des centaines d'écoles fermées à travers le pays, des perturbations dans les services d'accueil au public de la sécurité sociale et des finances», ainsi que «beaucoup de consultations reportées» dans les hôpitaux et «une grande participation des travailleurs» du système de justice. Les syndicats revendiquent des hausses de salaires de 15%, alors que l'exécutif a prévu des augmentations de 2,15% dans le projet de budget de l'Etat qui doit être soumis mardi à un premier vote du Parlement.

Washington déploie un porte-avions et alimente les craintes de guerre



Washington va déployer un porte-avions dans les Caraïbes, officiellement pour lutter contre le narcotrafic, une montée en puissance considérable des moyens militaires américains dans la région que le président vénézuélien a dénoncé vendredi comme une tentative d'«inventer une nouvelle guerre».

Les Etats-Unis de Donald Trump - qui avait promis pendant la dernière campagne présidentielle de mettre fin aux interventions militaires extérieures-mènent depuis début septembre, essentiellement dans les eaux caribéennes, des frappes aériennes contre des embarcations présentées comme celles de narcotrafiquants.

Jusque-là, dix ont été revendiquées. Elles ont tué au moins 43 personnes, selon un décompte de l'AFP basé sur des chiffres du gouvernement américain. «Ils inventent une nouvelle guerre éternelle, ils ont promis de ne plus jamais entrer en guerre et ils inventent une guerre que nous allons éviter», a déclaré le président vénézuélien, Nicolas Maduro, lors d'une allocution radio-télévisée.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

PLANTER UN ARBRE EST CULTURE

Plus d'un million d'arbres a été planté hier à travers le territoire national. L'action d'envergure est un début dans la lutte pour la préservation de l'environnement.

Simple et d'une humilité évidente pour un pays convaincu de la nécessité de s'intégrer avec les moyens élémentaires dont il dispose dans une bataille écologique obligatoirement indispensable pour le monde entier.

Mais une campagne nationale de reboisement, aussi large qu'elle soit ne suffit pas à accompagner une lutte recommandée. Du reste l'engagement citoyen n'est pas le premier du genre. D'autres campagnes de reboisement l'ont précédé avec des résultats à la limite du satisfaisant.

Depuis l'indépendance, des volontariats ont été organisés, mais il n'est pas sûr que

les volontaires aient été conscients de la juste signification des opérations lancées et que leurs adhésions devaient représenter l'ensemble des axes nécessaires à une modernité bien établie.

Planter un arbre, pour qu'il ait un sens, doit répondre à une large culture englobant d'innombrables paramètres environnementaux régissant toute la vie nationale. De tout temps, l'arbre a été le symbole du vivre ensemble, de paix et de concorde. Or la tranquillité qu'il était censé projeter n'a pas toujours été assurée dans les faits et les comportements.

Pour l'exemple, à un maire auquel on

avait demandé pourquoi il n'initiait pas une large plantation d'arbres dans sa ville, il répondit avec désolation que des commerçants en avaient scié des dizaines parce qu'ils dérangeaient la visibilité de leurs vitrines! Le beau et l'agréable n'ont peut-être pas encore le même sens pour tout le monde.

Quand l'arbre dérange, c'est toute la société qui semble dérangée. Quand le vacarme assourdissant est installé, il prend une des allures de la violence.

Si les jets d'ordures ménagères des balcons ont diminué avec le temps, l'environnement national global reste encore prisonnier des tares confirmant un persistant désagréable partage de l'espace commun. C'est dans ce partage que l'on perçoit le degré de civilité et d'intelligence d'un peuple.